

# LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 62

LE JEUDI 22 MARS 2007

88c + TAXES = 1\$

## Les urgentologues contredisent Charest



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Imagine-t-on un avion volant avec 60 passagers en trop, un autobus scolaire bondé acceptant 30 élèves supplémentaires ou un ascenseur tentant de faire monter le triple de la charge prévue? C'est pourtant ce qu'on tolère tous les jours dans nos urgences», fait valoir le Dr Bernard Mathieu (ci-dessus), chef du département de médecine d'urgence de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont.

*« Passer d'un taux d'occupation de 130 à 125 %, ce n'est pas un succès »*

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Quoi qu'en dise le premier ministre Jean Charest, les débordements des urgences sont loin d'être maîtrisés, a dénoncé hier la Table des chefs d'urgence de Montréal (TCUM) dans une rare sortie publique visant à remettre les pendules à l'heure. Sur la ligne de front au quotidien, les urgentologues s'inquiètent en effet de voir que les maigres gains enregistrés sont révolus depuis plusieurs mois et que la congestion va plutôt en s'aggravant dans la région montréalaise.

**Les maigres gains enregistrés sont révolus et la congestion va plutôt en s'aggravant**

A l'heure actuelle, le taux d'occupation moyen des urgences montréalaises et lavalloises oscille entre 120 et 150 %, mais des établissements connaissent aussi des pics dépassant les 200 %, évalue la TCUM. On est donc loin, très loin même de la norme que le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux ont fixée d'un commun accord à 80 % dans leur *Guide de gestion des urgences*.

Fort de ces statistiques — qui ne tiennent même pas compte des unités de débordement —, le président de la TCUM a interpellé les chefs de parti hier

VOIR PAGE A 10: URGENCES

### POUVOIR FÉDÉRAL DE DÉPENSER

## Harper menace de ne pas négocier avec un gouvernement souverainiste

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — L'équipe conservatrice promet depuis deux budgets de limiter le pouvoir d'Ottawa de dépenser dans les champs de compétence des provinces, mais Stephen Harper a rendu hier cet engagement conditionnel à l'élection d'un gouvernement fédéraliste le 26 mars au Québec. Le premier ministre a même poussé plus loin son analyse en se vantant d'avoir foulé au pied les velléités séparatistes des Québécois.

Il n'en fallait pas plus pour provoquer la colère du mouvement souverainiste. Le chef du Bloc québécois, qui accuse depuis quelques jours les conservateurs de tenter d'influencer l'issue du scrutin québécois avec leur budget déposé en pleine campagne électorale, est monté aux barricades.

La phrase du premier ministre Harper est survenue en pleine période de questions à la Chambre des communes hier. M. Harper était interrogé par le député bloquiste Pierre Paquette à propos de l'absence, dans le budget de lundi, de transfert de capacité fiscale au Québec, par exemple des points d'impôt ou des revenus de TPS.

M. Harper a alors reconnu qu'il existe «plusieurs façons de régler le déséquilibre fiscal» mais que le transfert de points d'impôt serait désavantageux pour le Québec. «Nous sommes toujours prêts à étudier des possibilités, a-t-il ajouté, mais à la fin, pour avoir de telles relations fiscales avec les provinces, il est

VOIR PAGE A 10: HARPER

### INDEX

7	78313100067	2	
Annances.....	B 4	Météo.....	B 6
Avis publics..	B 3	Monde.....	B 5
Culture.....	B 7	Mots croisés..	B 4
Décès.....	B 4	Politique.....	A 3
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 8	Sudoku.....	B 6
Idées.....	A 9	Télévision.....	B 7

## Charest nie vouloir acheter des votes

*Le chef libéral défend le droit du Québec de dépenser les fonds fédéraux comme bon lui semble*

KATHLEEN LÉVESQUE

Saint-Henri-de-Lévis — C'est en affirmant le libre arbitre du Québec à utiliser comme bon lui semble les fonds issus de la péréquation que Jean Charest s'est défendu hier de vouloir acheter le vote des Québécois avec une baisse d'impôt de dernière minute.

Selon le premier ministre, l'engagement de réduire le fardeau fiscal de la classe moyenne concocté à partir des fonds annoncés lundi par Ottawa pour corriger le déséquilibre fiscal ne travestit en rien son objectif politique initial. «Moi, ce que je fais, c'est ce que j'ai dit que j'allais faire, c'est-à-dire garder les mêmes priorités et aller plus rapidement. [...] La classe moyenne mé-

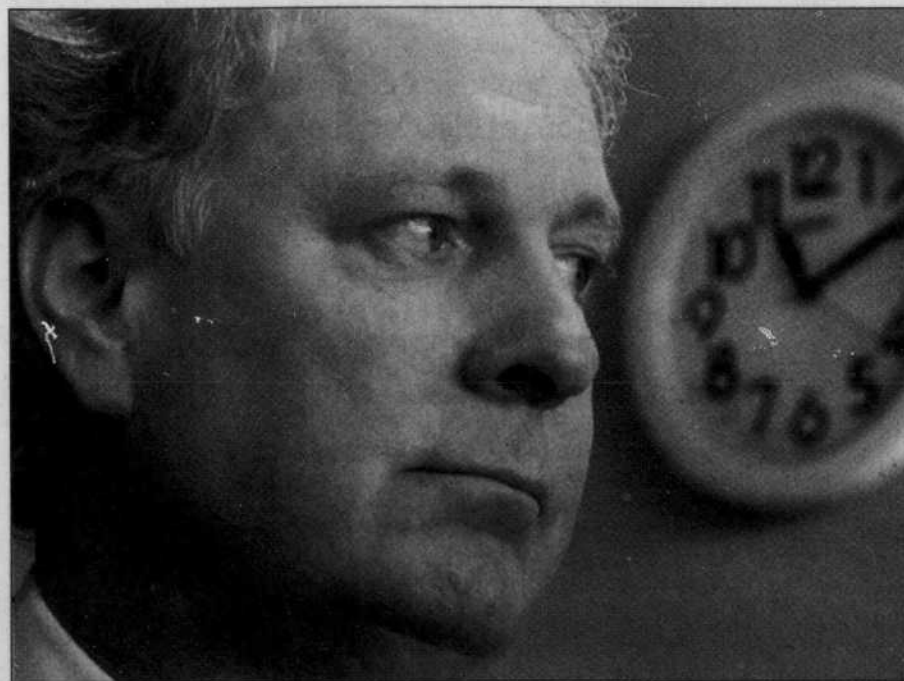
rite bien qu'on puisse continuer à faire des efforts pour réduire son fardeau fiscal», a affirmé M. Charest, qui faisait campagne en matinée à Saint-Henri-de-Lévis, dans la circonscription de Bellechasse.

Or l'objectif de plusieurs années de bataille pour obtenir un règlement du déséquilibre fiscal a été mis de côté avec l'engagement d'une baisse d'impôt à compter de 2008. Le 7 juin 2002, c'est Jean Charest lui-même qui avait présenté à l'Assemblée nationale une motion appuyée par Mario Dumont et le gouvernement du Parti québécois pour demander au fédéral de corriger le déséquilibre fiscal «en vue d'améliorer les services de santé, d'éducation et de soutien à la famille»

En 2002, Jean Charest demandait à Ottawa de corriger le déséquilibre fiscal «en vue d'améliorer les services de santé, d'éducation et de soutien à la famille»

d'améliorer les services de santé, d'éducation

VOIR PAGE A 10: CHAREST



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'engagement de réduire le fardeau fiscal de la classe moyenne concocté à partir des fonds annoncés lundi par Ottawa pour corriger le déséquilibre fiscal ne travestit en rien son objectif politique initial, estime Jean Charest.

■ Autres textes sur la campagne en pages A 3, A 4 et A 8

## Boisclair craint les «Dumont macoutes»

ANTOINE ROBITAILLE

Assistés sociaux aux «travaux forcés», création de brigades de «Dumont macoutes»: le chef péquiste André Boisclair a multiplié les formules hier pour dénoncer la «planète ADQ», comme il l'a raillée. Un monde sur lequel Mario Dumont régnerait et où les assistés sociaux seraient forcés de retourner sur le marché du travail. Des accusations que le chef adé- quiste a balayées du revers de la main hier, sans toutefois nier son projet de réduire de 25 000 en neuf mois le nombre d'assistés sociaux.

Dès hier matin, André Boisclair est passé à l'attaque, réclamant que M. Dumont explique comment il arriverait, en neuf mois, à «modifier la loi, les règlements», à «mettre de nouveaux programmes sur pied» et à «mobiliser les gens du secteur privé» pour qu'ils

VOIR PAGE A 10: MACOUTES

### Christian Saint-Germain



CHRISTIAN SAINT-GERMAIN

## Mélancolie Ink

Le blues de l'homme québécois à l'approche de la cinquantaine

160 pages • 24,95 \$

LES BULLETTABLES



# LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC ACCENTUE L'INIQUITE CHEZ SES PROFS

900 professeurs membres du SPEQ

Contrairement à une longue tradition, l'administration publique actuelle, par le biais du Conseil du trésor, refuse de maintenir la parité salariale entre les enseignants des cégeps et les 900 membres du corps professoral du gouvernement qui enseignent dans plusieurs régions du Québec une formation de niveau collégial dans les disciplines suivantes :

**LE TOURISME**

**L'AGRICULTURE**

**LA CULTURE ET LES ARTS**

**L'INTÉGRATION EN FRANÇAIS DES IMMIGRANTS**

## NOUS RÉCLAMONS L'ÉQUITÉ.

Le SPEQ demande formellement au prochain gouvernement provincial le retour à la parité salariale qui a toujours existé entre ses 900 membres et les 18 000 professeurs de cégeps du Québec.  
C'est tout et c'est simple!

**speq**

Syndicat des professeurs de l'État du Québec

# QUÉBEC 2007



Michel David

## Peter Pan

En qualifiant Mario Dumont de «Peter Pan de la politique», André Boisclair a mis le doigt sans le vouloir sur ce qui explique en bonne partie la progression fulgurante de l'ADQ au cours des dernières semaines.

Le chef du PQ voulait évidemment souligner le caractère un peu enfantin du cadre financier que M. Dumont venait de dévoiler, mais Peter Pan est aussi ce héros qui fait la barbe aux vieux pirates menteurs et hypocrites. Ses partisans seraient sans doute ravis de l'entendre traiter les libéraux et les péquistes de «vieux poissons pourris».

Même s'il est chef de parti depuis bien plus longtemps que ses adversaires, M. Dumont est demeuré si éloigné du pouvoir qu'on ne se rend pas compte à quel point sa lutte pour survivre a fait de lui un politicien au moins aussi retors que les autres. A force de combattre le capitaine Crochet, il a fini par apprendre tous les trucs du capitaine Crochet.

En réalité, il n'avait aucun besoin d'attendre la présentation du budget fédéral pour dévoiler son cadre financier. L'important était de s'assurer que les intentions de vote soient cristallisées avant de s'exposer à toutes les critiques qu'on entend depuis deux jours.

M. Dumont a retenu la leçon de 2003. Si les chiffres de l'ADQ avaient été connus plus tôt, tous ceux qui y trouvent maintenant matière à s'inquiéter auraient eu le temps de se mobiliser et l'histoire aurait pu se répéter.

Le cri d'alarme lancé hier par le président du Syndicat des fonctionnaires, Michel Sawyer, à la vue d'un sondage CROP qui laisse entrevoir un balayage adéquate dans la région de Québec était bien tardif.

Les appréhensions de M. Sawyer sont parfaitement compréhensibles. Réaliser tous les engagements de l'ADQ en neuf mois, comme M. Dumont prétend le faire, n'est imaginable que dans la mesure où on administrerait au Québec une médecine semblable à celle à laquelle avait eu droit l'Ontario de Mike Harris.

En 2003, la plateforme du PLQ était suffisamment vague pour que de nombreux électeurs se plaignent après coup de n'avoir «pas voté pour ça». Celle de l'ADQ est peut-être trop succincte, mais les intentions sont parfaitement claires, qu'il s'agisse de la cure minceur qui sera imposée à l'État, de la remise au travail des assistés sociaux ou de la privatisation du système de santé.

Contrairement à Jean Charest, M. Dumont pourrait légitimement prétendre avoir obtenu un «mandat clair» pour provoquer la plus grande remise en question des fondements de la société québécoise depuis le début des années 60.

Plusieurs étaient d'avis que le premier ministre avait damé le pion au chef de l'ADQ, mardi, en annonçant une nouvelle baisse d'impôt deux heures avant qu'il ne dévoile son cadre financier, qui devait lui permettre de reprendre la pôle position dans les médias moins de 24 heures après la présentation du budget Flaherty.

Finalement, M. Charest lui a peut-être rendu service en faisant diversion. Le cynisme de la promesse libérale d'utiliser la manne fédérale pour diminuer les impôts a probablement suscité autant de scepticisme que le simplisme du cadre financier de l'ADQ.

Au moins, M. Dumont n'a manqué à aucun engagement, tandis que M. Charest avait toujours assuré que toute marge de manœuvre supplémentaire serait d'abord utilisée pour améliorer les services. Privileger les baisses d'impôt vient donner raison à tous ceux qui prétendaient que le déséquilibre fiscal était un mythe.

Au chapitre de l'éducation postsecondaire, la réponse d'Ottawa n'a pas été à la mesure des attentes. Logiquement, au moins une partie des 700 millions de dollars en «argent neuf» aurait dû être utilisée pour pallier ce manque. D'autant plus que le PLQ a décidé d'exiger une plus grande contribution des étudiants.

Au bout du compte, la seule différence avec 2003 est que M. Charest a décidé de ne pas attendre les élections avant de manquer à ses promesses. D'une certaine façon, on peut parler de transparence.

L'apparition instantanée de pancartes libérales saluant le règlement du déséquilibre fiscal a fait penser que le premier ministre avait bénéficié d'informations privilégiées sur son contenu.

Il est toutefois permis de se demander s'il s'agissait vraiment d'un geste de panique ou s'il n'avait déjà prévu sortir ce lapin de son chapeau au lendemain du budget pour donner un nouveau souffle à sa campagne dans le dernier droit.

Dans un cas comme dans l'autre, M. Charest aurait avoir fait une très mauvaise lecture de l'opinion publique. En succédant à Bernard Landry, il avait tout naturellement repris la direction de la croisée de son prédécesseur, mais la décision d'utiliser les 700 millions d'Ottawa pour diminuer les impôts donne l'impression qu'il en avait très mal évalué la signification.

Dès le départ, le chef du PLQ avait vu dans la création de la commission Séguin une nouvelle astuce souverainiste. Il est vrai que bien des péquistes, qui anticipaient déjà leur retour dans l'opposition, se réjouissaient à l'idée de piéger les libéraux en laissant derrière eux un rapport qui ne pourrait pas être rangé sur les tablettes.

Eux-mêmes avaient peut-être sous-estimé la dimension pédagogique de l'exercice. Au fil des ans, la lutte contre le déséquilibre fiscal a cependant pris l'allure d'une véritable corvée nationale qui a rassemblé les fédéralistes et les souverainistes. Le but était de redonner au Québec les services de qualité qui faisaient jadis la fierté de tous. Aboutir à une simple baisse d'impôt pour permettre à un gouvernement qui n'a pas tenu ses engagements de sauver la face dévalorise en quelque sorte l'entreprise.

M. Charest avait commis la même erreur d'appréciation en débarquant au Québec en 1998. Cette année-là, il avait tout bonnement suggéré l'abandon de la quête du déficit zéro. Pris dans le tourbillon fédéral, il n'avait pas mesuré le mouvement de solidarité qu'avaient déclenché les sommets de 1996.

A l'époque, il n'avait pas compris le tollé, mais il s'était ravisé. Cette fois-ci, il ne peut pas reculer sur sa nouvelle promesse de diminuer les impôts. Hier, il ne voulait même plus répondre aux questions sur ce sujet.

m david@ledevoir.com



Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a rendu visite à des patients atteints d'alzheimer, hier, à Trois-Rivières.

### Déséquilibre fiscal

## Charest piège le Québec, selon Mario Dumont

ROBERT DUTRISAC

Trois-Rivières — En promettant de diminuer les impôts de 700 millions, une somme puisée à même le règlement du déséquilibre fiscal, Jean Charest risque de compromettre les futures négociations avec Ottawa sur les transferts destinés à l'éducation postsecondaire.

C'est l'accusation qui a portée hier le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, au lendemain de l'annonce-surprise du chef libéral. «Je ne pense pas que ça va bien passer à l'extérieur du Québec. Ça positionne mal le Québec pour de futures discussions avec Ottawa», a affirmé le chef adéquate au cours d'un point de presse.

Jean Charest a aussi placé ses partenaires des autres provinces, qui l'ont appuyé dans la bataille sur le déséquilibre fiscal, dans une situation inconfortable, estime M. Dumont. «On doit juger comment le premier ministre du Québec, comment Jean Charest s'est comporté, et ce n'est pas une façon qui était à la hauteur, a-t-il dit. À mon avis, il a glissé par rapport à ses responsabilités.»

Selon M. Dumont, cette baisse d'impôt est déjà mal perçue dans le reste du Canada. Hier, le quotidien torontois *The Globe and Mail* a fait sa manchette avec cette réduction de 700 millions du fardeau fiscal des Québécois payée à même une hausse des versements de péréquation. Dans un court éditorial, le quotidien rappelait que le Québec dépense davantage que l'Ontario pour s'offrir des programmes sociaux que les autres

provinces n'ont pas. Il rappelait aussi l'existence des garderies à 7 \$ par jour et de droits de scolarité universitaires les plus bas au pays.

Aux yeux du chef adéquate, Jean Charest a aussi brisé le consensus qui existait au Québec: le règlement du déséquilibre fiscal devait servir au maintien des programmes sociaux. «Il a trahi le consensus québécois, estime-t-il. Tout à coup, sur un coup de tête, le même premier ministre qui, soudainement, est en dérive de fin de campagne dit: "Savez-vous, je n'ai plus besoin de cet argent. Je vais essayer de le donner à la dernière minute pour acheter des votes."»

«Ce n'est pas une attitude qui est payante à moyen terme et à long terme pour les Québécois», juge M. Dumont. Il ne croit pas que, pour M. Charest, le fait de promettre à nouveau des baisses d'impôt, compte tenu de ses promesses rompues, «ça va être très payant électoralement non plus.»

Advenant que le scrutin de lundi aboutisse à l'élection d'un gouvernement libéral minoritaire, l'ADQ sera «une police d'assurance pour la classe moyenne», a dit M. Dumont. Il n'a pas voulu dire si son parti pourrait être forcé de voter en faveur d'un budget libéral qui contiendrait cette baisse d'impôt afin d'éviter de faire tomber le gouvernement. Le parti au pouvoir devra faire des compromis. «J'ose espérer que, de ce nécessaire consensus, il y a un peu de sagesse qui se rétablira», a dit Mario Dumont.

Le Devoir

## Option Canada: le rapport du juge Grenier pourrait ouvrir la voie au référendum

ANTOINE ROBITAILLE

Le rapport du juge Bernard Grenier sur Option Canada pourrait servir de tremplin pour un troisième référendum, a déclaré le chef du Parti québécois, André Boisclair, hier.

«Qu'est-ce qu'on va faire après le dépôt du juge Grenier si c'est démontré qu'il y a eu une intrusion et que la thèse d'Option Canada est validée par des experts indépendants, validée par un juge? (Que fera-t-on) si on fait la démonstration claire et nette, hors de tout doute, que les fédéralistes n'ont pas gagné de façon honorable le dernier référendum?», s'est interrogé M. Boisclair devant des militants de la circonscription de Deux-Montagnes. Les souverainistes devront-ils simplement prendre note, «rentrer la tête entre les jambes» (sic) ou plutôt réclamer un «droit à une reprise»? Le chef péquiste a évidemment laissé entendre qu'il choisirait la «reprise».

Mais ce n'est pas le cas de Mario Dumont qui, lors du débat des chefs, a clairement dit qu'il ne fallait pas «compter sur lui» pour aider le PQ à organiser un autre référendum. Une position que M. Boisclair a qualifiée d'«irresponsable» et de «dangereuse» hier, décrivant M. Dumont comme un «partisan du statu quo» et d'un autonomisme qui «n'ira nulle part».

S'adressant à son adversaire adéquate, M. Boisclair a déclaré: «On vous a compris, M. Dumont. Avant même que vous ayez le rapport du juge Grenier entre les mains, avant même qu'on ait tous les faits sur ce qui s'est passé au dernier référendum, vous dites qu'il n'en est pas question. Eh bien moi, je trouve que ça, c'est dangereux, parce que vous venez de barrer l'avenir du Québec, parce que vous venez de faire comme à Toronto, vous [vous êtes] écrasés.»

Le 14 mars, le Directeur général des élections a annoncé qu'il accordait une quatrième prolongation au juge Grenier pour terminer son enquête sur Option Canada, une société paravent qui aurait été utilisée par le camp du NON en 1995 afin de contourner la loi électorale québécoise. Il devra remettre son rapport le 15 mai. Dans une entrevue exclusive en janvier, M. Grenier s'était dit déterminé à clore le dossier le 31 mars. Mais les élections ont tout bouleversé, a-t-il écrit au DGE: «La convocation de l'Assemblée nationale le 20 février dernier et le déclenchement des élections le jour suivant ont bouleversé notre horaire et, notamment, l'audition de certains témoins.» Un des témoins est le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, vice-président du camp du NON en 1995.

Notons que le juge Grenier a évoqué la possibilité de remettre deux rapports. Le premier analyserait les allégations contenues dans le livre *Les Secrets d'Option Canada* ainsi que les «faits connexes découverts en cours d'enquête». Le second présenterait des «recommandations visant à améliorer le régime de financement en vigueur durant une période référendaire».

Le Devoir

**Renald LEGENDRE**

**DICTIONNAIRE ACTUEL DE L'ÉDUCATION**

3<sup>e</sup> édition

1584 pages — 69,95 \$

GUÉRIN, éditeur ltée  
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

**François Gendron**

avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Montréal  
514.845.5545

LA FORCE DU DROIT

Par un collectif

Sous la direction de Julie DUCHESNE

**Collection Empreintes**

À pas de géant • Manuels A et B (1<sup>er</sup> cycle)

À pas de loup • Manuels A et B (2<sup>e</sup> cycle)

À pas sages • Manuels A et B (3<sup>e</sup> cycle)

Enseignement moral au primaire

Les six manuels sont à 29,00 \$ chacun  
et les trois guides sont à 176,25 \$ chacun.

Les éditions LA PENSÉE  
514-848-9042

En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

**L'AGENDA**

L'HORAIRE TÉLÉ,  
LE GUIDE DEVOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

### NOMINATION



Johanne Gélinas

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. a le plaisir d'annoncer l'admission de Johanne Gélinas parmi ses associés. Mme Gélinas se joint au Service des risques d'entreprise, la plus importante pratique canadienne de services conseils en gestion des risques, pour diriger le groupe Environnement, santé, sécurité et développement durable (ESSDD) du bureau de Montréal. De concert avec Valérie Chort, la leader nationale du groupe ESSDD, elle contribuera à renforcer la capacité de Deloitte à aider les entreprises canadiennes à faire preuve d'un leadership

proactif dans la gestion des problématiques d'environnement et de développement durable.

Après une carrière de plus de 20 ans dans le secteur public, Mme Gélinas se consacrerait désormais aux entreprises canadiennes en les aidant à comprendre, planifier et gérer les questions touchant leur responsabilité d'entreprise et le développement durable, notamment le changement climatique, l'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, les obligations financières liées à l'environnement, la vérification de l'information et des risques non financiers, les stratégies pour l'environnement et le développement durable et leur mise en œuvre, les rapports de responsabilité corporative, et l'engagement des parties prenantes.

En tant qu'ancienne commissaire fédérale à l'environnement et au développement durable, Mme Gélinas est reconnue pour sa détermination à faire progresser le dossier de la protection de l'environnement et du développement durable.

Deloitte, connu sous l'appellation Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. au Québec, est l'un des cabinets de services professionnels les plus importants au Québec et au Canada, offrant des services dans les domaines de la certification, de la fiscalité, de la consultation et des conseils financiers. Au Québec, quelque 1 700 personnes mettent régulièrement à contribution leur expertise pour des clients venant de tous les secteurs de l'économie. Comptant plus de 6 800 personnes réparties dans 51 bureaux au pays, Deloitte est déterminé à aider ses clients et ses gens à exceller. En 2002, 2003, 2004 et 2005, la revue Affaires Plus a reconnu le Cabinet comme l'un des meilleurs employeurs au Québec. Deloitte est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu.

La marque Deloitte représente une ou plusieurs entités de Deloitte Touche Tohmatsu, une Verein suisse, ses cabinets membres ainsi que leurs filiales et sociétés affiliées respectives. Deloitte Touche Tohmatsu est une Verein (association) suisse et, à ce titre, ni Deloitte Touche Tohmatsu ni aucun de ses cabinets membres ne peuvent être tenus responsables des actes ou des omissions de l'un ou de l'autre. Chaque cabinet membre constitue une entité juridique distincte et indépendante exerçant ses activités sous les noms de «Deloitte», «Deloitte & Touche», «Deloitte Touche Tohmatsu» ou d'autres raisons sociales similaires. Les services sont fournis par les cabinets membres ou par leurs filiales ou leurs sociétés affiliées, et non par la Verein Deloitte Touche Tohmatsu.

**Deloitte.**  
Samson Bélair/Deloitte & Touche

## QUÉBEC 2007

QUÉBEC

## Les libéraux préfèrent ignorer les sondages

ISABELLE PORTER

Québec — L'équipe de Jean Charest a consacré la journée d'hier à minimiser la portée des plus récents sondages, qui placent l'ADQ nettement en avance à Québec, où le Parti libéral pourrait perdre jusqu'à neuf députés.

Impossible d'arracher la moindre expression d'inquiétude dans les rangs libéraux hier. «Un vrai libéral ne se décourage jamais!», nous a dit un partisan de l'île d'Orléans (comté de Montmorency) lors d'un rassemblement où M. Charest s'est rendu hier.

Même son de cloche du côté des ministres libéraux. «Le vrai sondage, c'est le jour du vote», a déclaré le ministre Michel Després en martelant qu'il restait «cinq jours de campagne».

Encore plus prudent, le candidat dans Taschereau, Philippe Cannon, a d'abord consulté son collègue Sam Hamad et fait un appel avant de répondre aux questions du *Devoir*. «Je n'ai malheureusement pas eu le temps de lire les journaux», a-t-il déclaré avant de souligner qu'il avait «un accueil très chaleureux partout».

Et pourtant, dans cette circonscription comme ailleurs, les libéraux semblent vraiment en difficulté. Les deux plus récents sondages signalent qu'ils pourraient perdre au moins six des neuf circonscriptions qu'ils détiennent à Québec.

Un sondage Axiome, rendu public hier, suggère que, dans six des neuf comtés, l'ADQ jouit d'une avance confortable (de 40 à 55 % des intentions de vote), notamment dans la circonscription du ministre responsable de la région, Michel Després (Jean-Lesage).

Cette enquête, commandée par *Québec Hebdo*, TQS et le 93,3 FM, attribue à l'ADQ 41,6 % des intentions de vote à Québec, contre 29 % pour le PLQ et 22 % pour le PQ. Les verts et les «solidaires» recueilleraient chacun 3 % des appuis. Ce

sondage a été mené auprès de 1039 personnes entre le débat des chefs et le budget fédéral.

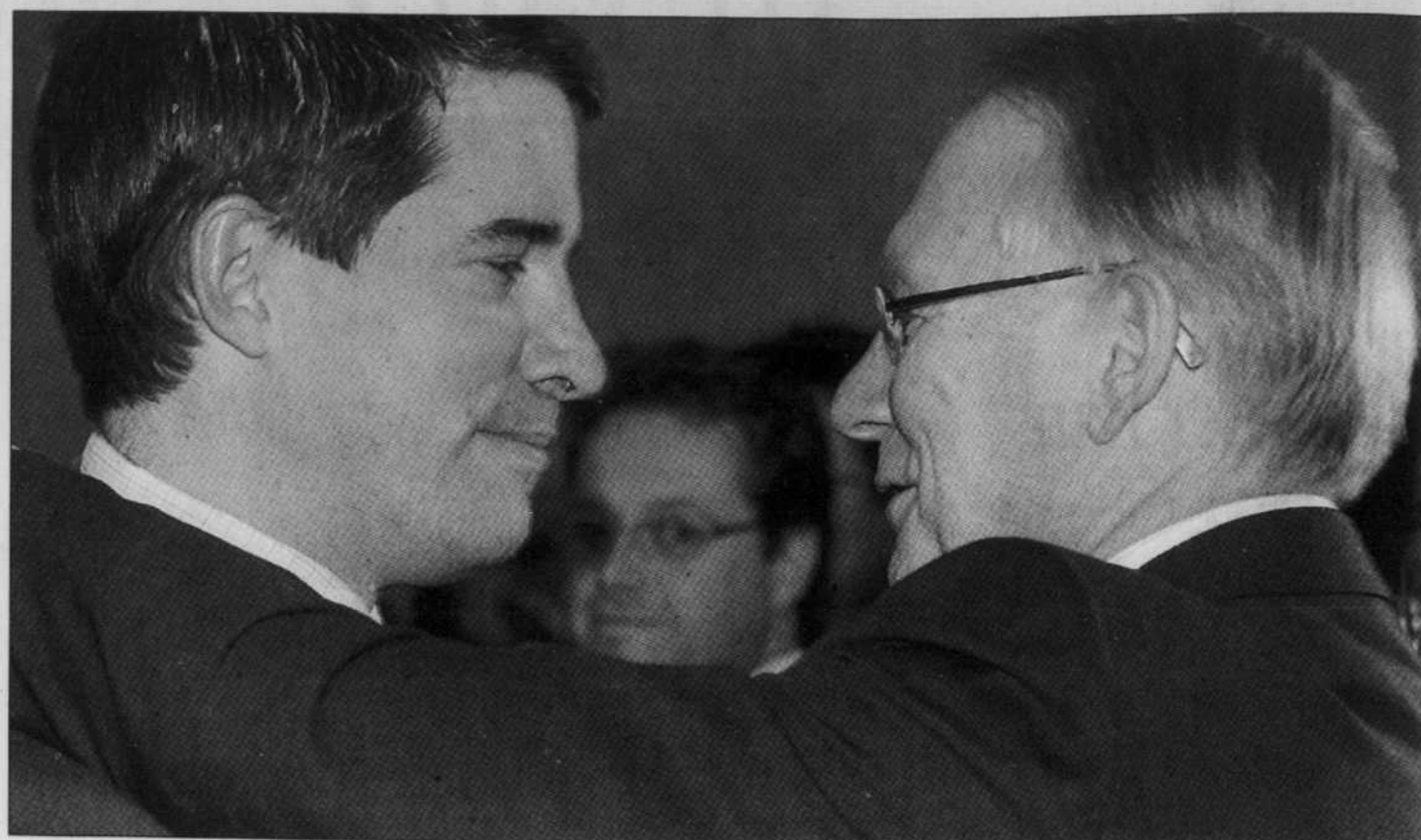
Hier matin, un autre sondage, mené cette fois-ci par CROP pour le compte de *La Presse* et du *Soleil* auprès de 500 personnes, donnait aussi à l'ADQ une nette longueur d'avance dans la région avec 40 % des appuis. Ce coup de sonde plaçait par surcroît les libéraux troisièmes derrière le PQ.

## Inquiétude

Fidèle à ses habitudes, Jean Charest a refusé de commenter les sondages mais a martelé toute la journée qu'il fallait éviter que la capitale ne soit représentée que par des députés de l'opposition, comme cela pourrait être le cas si la région appuyait massivement l'ADQ. «Il vous faut une équipe forte, capable de gouverner», a-t-il lancé dans un discours devant la Chambre de commerce de Québec. «La capitale nationale a besoin d'être représentée au gouvernement du Québec. Il vous faut une équipe forte, capable de gouverner. Il faut donner à la capitale nationale une équipe qui soit le reflet de la fierté que nous avons pour la capitale nationale. J'ai cette équipe.»

Le président de la Chambre de commerce de Québec, Louis Duquet, a reconnu hier que la montée de l'ADQ suscitait des inquiétudes. «Ce qui est désolant, c'est lorsqu'une région est exclue du pouvoir. Ça, il n'y a pas de doute là-dessus», a-t-il déclaré à propos de la probabilité d'un appui massif de la région à Mario Dumont. «Ce qui serait négatif, c'est qu'il y ait un gouvernement minoritaire et que, dans la région de Québec, on soit dans l'opposition. Ça, ça serait négatif, peu importe le gouvernement.»

Plus de 1000 gens d'affaires s'étaient déplacés hier pour entendre Jean Charest au Centre des congrès.

Collaboratrice du *Devoir*

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Sans ouvertement prendre parti pour le Parti québécois, le maire Gérald Tremblay n'a toutefois pas caché qu'il a été comblé par le discours d'André Boisclair, hier, à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Plus tôt, le chef du PQ avait promis qu'un gouvernement Boisclair laisserait «la ville de Montréal libre d'intervenir dans tous les champs qu'elle juge d'intérêt public» et lui permettrait de «financer ses activités comme elle l'entend». M. Tremblay a dit avoir apprécié la vision du chef péquiste, livrée «avec beaucoup de passion, de détermination et de courage».

## Boisclair invite Landry à sauter dans l'arène

FABIEN DEGLISE

Les dissensions ont été remises. À la demande expresse d'André Boisclair la semaine dernière, l'ex-premier ministre du Québec, Bernard Landry, s'apprête à intensifier ses interventions dans la dernière ligne droite de la campagne et derniers jours de la campagne, a appris *Le Devoir*. En marquant sa présence dans les «régions où l'on pense que [sa] présence est utile», mais aussi lors d'événements d'envergure nationale, M. Landry compte ainsi convaincre les électeurs de «se débarrasser du plus mauvais gouvernement de l'histoire récente du Québec», a-t-il expliqué hier en entrevue.

M. Landry a confirmé avoir reçu dans les derniers jours un appel d'André Boisclair, mais aussi de son conseiller spécial Daniel Audet, afin qu'il s'implique davantage dans la dernière ligne droite de la campagne électorale. «Depuis le début, j'ai fait une ou deux sorties par semaine. Mais dans les prochains jours, ça va s'intensifier», a-t-il dit en marge d'une conférence de presse organisée dans la circonscription de Soulanges. M. Landry était de passage hier matin dans ce comté libéral afin de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Bernard Landry

soutenir le candidat péquiste et ex-syndicaliste Marc Laviolette.

L'ancien chef du Parti québécois (PQ) a toutefois précisé que les activités partisanes qui l'attendent d'ici lundi ne doivent pas être perçues comme une tentative de sauver les meubles alors que les

sondages, à quelques jours du scrutin, sont toujours loin d'être encourageants pour la formation politique souverainiste. «Il n'y a pas de rapport avec les sondages, a-t-il dit. Nous sommes devant une lutte à trois sans pareil. Les pourcentages vont s'améliorer quand les indécis vont faire les bons choix. Je suis persuadé que le PQ va former le prochain gouvernement.»

M. Landry a d'ailleurs salué hier «l'excellente campagne de [son] chef, André Boisclair», qu'il est venu également soutenir publiquement à Montréal alors que le candidat péquiste y livrait une allocution devant la Chambre de commerce hier midi. «[M. Boisclair] a fait un parcours sans faute et il est de loin le meilleur des trois chefs dans cette campagne, a-t-il dit. Sa campagne a du contenu, du fond, de la forme et de l'énergie.»

L'ancien premier ministre a par ailleurs précisé que, dans l'éventualité de la formation d'un gouvernement péquiste minoritaire, la tenue d'un référendum ne serait pas «juridiquement impossible», a-t-il dit. «Pour qu'un gouvernement du Québec puisse faire un référendum, il faut qu'il puisse faire voter les lois qui vont avec le référendum, dont la question référendaire qui demande une majorité

[parlementaire].» Or, a-t-il toutefois reconnu, les appuis de l'opposition nécessaires pour un tel processus relèvent à ce jour d'une «haute spéculation».

Bernard Landry ne s'est également pas gêné pour décocher quelques fleches à Jean Charest, qui «fait une mauvaise campagne alors que faire une bonne campagne devrait être sa principale vertu», a-t-il dit. Il a également égratigné au passage, lors de son intervention aux côtés de M. Laviolette, Mario Dumont, qui l'«impressionne par son niveau d'amateurisme», a-t-il dit. «Il fait des jeux de mots plutôt que des propositions sérieuses.»

Après Soulanges en matinée et Montréal à midi, Bernard Landry était attendu hier soir dans la circonscription de Louis-Hébert, dans la région de Québec, pour stimuler la campagne du candidat péquiste André Joli-Cœur. L'appui stratégique est important alors qu'un sondage CROP-*Le Soleil* publié hier indique une montée de l'Action démocratique du Québec (ADQ) dans la région de la capitale, qui récolte 40 % des intentions de vote. Contre 26 % pour le PQ et 24 % pour le PLQ.

Le *Devoir* Avec la *Presse canadienne*

EN BREF

## Logement social

La Ville de Montréal exhorte les partis politiques à prendre des engagements fermes en matière d'habitation. Dans une résolution adoptée unanimement au dernier conseil, les élus municipaux ont demandé l'octroi de 1700 nouvelles unités de logements sociaux et la reconduction des programmes Rénovation Québec ainsi que Revi-Sol (décontamination des sols). L'an dernier, le gouvernement libéral n'a pas prévu de fonds dans le programme de décontamination des terrains (où il versait auparavant 7,5 millions) et a réduit de moitié sa participation au programme de rénovation (de quinze à sept millions de dollars). «Il y a à Montréal beaucoup de loge-

ments construits dans les années 1950, qui ont besoin de rénovations. Si on n'a pas ce programme là, cela va être difficile de les rénover, d'autant plus qu'on a un problème de logements insalubres», fait observer le responsable de l'habitation au comité exécutif, l'ancien député libéral Cosmo Maciocia. Quant au logement social, 3383 unités ont été allouées depuis deux ans, mais il manque toujours à Montréal 1700 unités pour atteindre son objectif de 5000 unités d'ici 2009. «Si on laisse aller, on pourrait se trouver dans la même situation qu'en 2001 [en pleine crise du logement], poursuit M. Maciocia, en rappelant que des sommes sont disponibles au fédéral à condition que Québec consente à verser sa contribution. — Le *Devoir*

## Québec solidaire ne veut pas être blâmé pour une éventuelle défaite du PQ

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Québec solidaire (QS) n'aura pas «à porter la responsabilité d'une défaite du Parti québécois» (PQ) au scrutin de lundi, a indiqué hier sa porte-parole Françoise David. Si le PQ perd, «il n'aura que lui à blâmer», a-t-elle dit.

Devant une centaine d'étudiants entassés hier midi dans un petit auditorium de l'UQAM, Mme David a prévenu les électeurs qu'un vote stratégique le 26 mars ne serait pas constructif. «Cette culture est forte au Québec, et c'est causé par le mode de scrutin que nous avons, a-t-elle reconnu. Mais il ne faut pas

s'en prendre à nous si ce mode de scrutin empêche les gens de voter comme ils le veulent.»

Il serait temps, selon Mme David, que les citoyens cessent de «perdre leur vote» en jouant davantage de stratégie que de conviction. «Il y a des comtés où QS est bien implanté et a des chances», croit Mme David, qui a plus tard mentionné qu'elle ne croit pas que les électeurs reviendront à la dernière minute vers le PQ, même si la lutte est partout serrée. «Les gens ont envie de se faire plaisir», dit-elle.

«De toute façon, avec nos 5 % d'appuis, nous ne serons pas la cause de la défaite du PQ. Le parti

travaille à sa défaite depuis un an et demi. Le PQ a de la difficulté à assumer ce qu'il prétend être... Les militants auront donc des questions à se poser sur le choix de leur chef et les engagements électoraux du parti» en cas de défaite, croit Mme David.

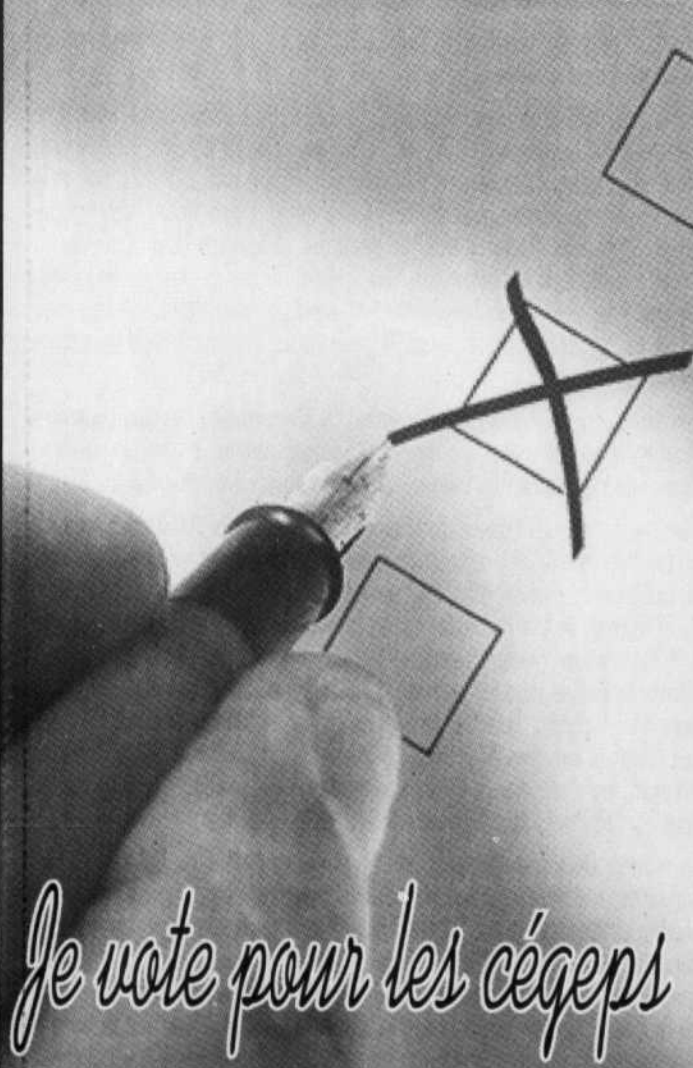
Il y aura toutefois des questions à se poser même en cas de victoire, ajoute-t-elle. Notamment celle sur l'utilité de tenir un référendum rapidement. «La réalité, a lancé Mme David aux étudiants de l'UQAM, c'est que l'appui à la souveraineté oscille entre 40 % et 45 % depuis 1995 [...] Si le PQ gagne lundi, ce sera un gouvernement faible. [Dans ce contexte],

est-ce vraiment réaliste d'envisager qu'un référendum rapide donnerait des résultats probants? Gagner avec 51 %, c'est légal, mais pas idéal.»

En après-midi, Mme David et son collègue Amir Khadir ont relancé leur appel destiné aux voteurs-contestataires: un vote pour l'Action démocratique du Québec (ADQ) est une forme de retour à l'époque du duplessisme et ne constitue pas une solution de remplacement aux grands partis, ont-ils rappelé. Quelques personnalités les accompagnaient, notamment l'économiste Louis Gill et l'auteure Laure Waridel.

Le *Devoir*

Le 26 mars 2007



Fédération autonome du collégial  
www.lafac.qc.ca

## Conférence

## Les populations humaines et leurs langues : leur diversification est-elle de nature arborescente ?

L'Institut des sciences cognitives de l'UQAM présente un débat sous forme de dialogue - dans la langue de Shakespeare - entre deux experts en science cognitive :

→ Le lundi 26 mars 2007, de 14 h à 17 h

Dialogue entre :

→ Bernard Comrie, professeur de linguistique, Max Planck Institute for Evolutionary Anthropology, Leipzig, Allemagne

et

→ William Durham, Titulaire de la Chaire Bing en biologie humaine, Stanford University, Californie, États-Unis

Université du Québec à Montréal  
Pavillon J.-A.-DeSève, Salle DS-1950  
320, rue Sainte-Catherine Est, Montréal  
☎ Berri-UQAM

Renseignements :  
isc@uqam.ca  
www.isc.uqam.ca

UQAM  
Prenez position

## Les commissaires n'ont pas aimé la sortie des directeurs d'école

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) a très mal accueilli le souhait de certains directeurs d'école, affichés franchement hier, de revoir leur structure politique.

«Ça ressemble étrangement à une adhésion aux idées de Mario Dumont [chef de l'Action démocratique du Québec], a dénoncé hier André Caron, président de la FCSQ, qui affirme avoir été «choqué» par le moment choisi par la fédération de directeurs pour lancer son message, «en pleine campagne électorale».

Dans nos pages hier, la Fédération québécoise des directeurs d'établissement d'enseignement (FQDE) a remis en question la pertinence des commissaires scolaires, élus pour diriger la destinée des écoles.

«Le monde n'est pas parfait, et les directeurs d'école aussi créent des irri-

tants, ce n'est pas seulement du côté des commissaires scolaires», s'est défendu André Caron, qui a répété que plusieurs démarches ont été entreprises — de concert avec les directions d'école — pour atteindre une plus «grande harmonie».

M. Caron affirme qu'en prenant ainsi position en pleine campagne, les directeurs d'école membres de la FQDE ne pratiquent pas «l'insubordination», «mais il faudrait peut-être qu'ils se souviennent qu'ils sont nos employés».

«On a ici un groupe qui relève de la direction générale d'une commission scolaire, qui elle-même est sous le conseil des commissaires, et qui remet en question la structure qui la dirige», affirme M. Caron. Sur leur chèque de paye, il y a des signatures! Et c'est la présidence et la direction générale de la commission scolaire. Disons que tout ça est étonnant et déplacé.»

Le *Devoir*

**Cascades lance  
un nouveau  
produit  
révolutionnaire  
qui ne changera  
absolument  
rien à votre vie.**

# ACTUALITÉS

## Harper accuse les libéraux de sympathiser avec les talibans

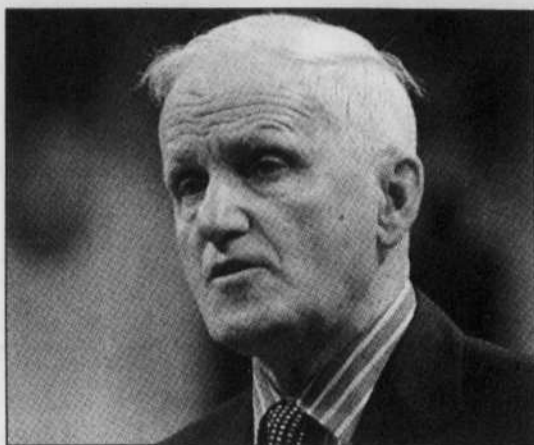
À son tour, Stéphane Dion réclame la démission de O'Connor

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le Parti libéral du Canada emboîte le pas au Bloc québécois et au NPD et réclame lui aussi la démission du ministre de la Défense, Gordon O'Connor. Les trois partis accusent le ministre d'être «incompétent» et d'avoir volontairement menti aux Communes dans le dossier des prisonniers afghans. Coincé sous le feu croisé des attaques de l'opposition, le ministre O'Connor a été secouru par le premier ministre Stephen Harper. Mais ce dernier a soulevé la colère des libéraux en accusant les troupes de Stéphane Dion d'être plus passionnées par les prisonniers talibans que par les soldats canadiens en Afghanistan.

À la fin de la période de questions, le chef libéral a tiré les dernières salves de l'opposition contre Gordon O'Connor. «Le premier ministre doit comprendre que son ministre s'est montré négligent et incompetent sur un enjeu très grave pour un pays comme le Canada, soit la protection des vies humaines qui sont sous notre responsabilité», a-t-il dit. Après avoir de nouveau défendu son ministre, Stephen Harper, exaspéré, a alors lancé: «Je peux comprendre la passion du leader de l'opposition et de ses députés envers les prisonniers talibans. Mais je voudrais occasionnellement qu'ils ressentent la même passion pour les soldats canadiens.» Outré, Stéphane Dion a exigé des excuses qui ne sont jamais venues. Le premier ministre a plutôt répété l'essentiel de ses propos.

Cette prise de bec démontre à quel point le ministre de la Défense est sous pression depuis le début de la semaine. Après le Bloc québécois et le NPD, le Parti libéral a aussi demandé sa démission hier. Pendant deux mois, le ministre O'Connor a soutenu que la Croix-Rou-



Gordon O'Connor

CHRIS WATTIE REUTERS

ge internationale avait le mandat de prévenir le Canada si des détenus talibans arrêtés par l'armée canadienne étaient maltraités par l'armée afghane une fois le transfert de prisonniers effectué. Or, il y a deux semaines, la Croix-Rouge a démenti cette information.

Le ministre O'Connor a donc offert ses excuses officielles aux députés des Communes lundi, soutenant qu'il avait mal compris les informations qu'on lui avait transmises. Le ministre a aussi demandé à la Commission des droits de l'homme afghane de s'assurer que les prisonniers remis au gouvernement afghan sont bien traités. On se rappellera que trois enquêtes sont ac-

tuellement en cours au sein des Forces canadiennes concernant des allégations de mauvais traitement subi par des prisonniers talibans aux mains des soldats canadiens. Depuis, on a appris que quatre de ces détenus ont disparu sans laisser de trace, d'où la question du suivi des prisonniers une fois le transfert effectué.

Pour les partis d'opposition, les excuses et les récentes actions de Gordon O'Connor sont insuffisantes. Hier, le député libéral Denis Coderre a rendu public un document interne du ministère de la Défense qui démontre que le ministre a été prévenu en octobre des rôles de l'armée afghane, du Canada et de la Croix-Rouge internationale dans la gestion des prisonniers.

«Nous avons devant nous un ministre incompetent qui a trompé les Canadiens, qui refuse de faire preuve de transparence dans ses dossiers et dont les excuses ne changeront strictement rien. Nous avons un général qui est incapable de lire ses notes ou de comprendre une entente de deux pages expliquant clairement le rôle de la Croix-Rouge. Pourquoi devrait-on encore lui faire confiance?», a lancé Denis Coderre.

«Toutes ces accusations ne changeront pas le fait que nous prenons actuellement tous les moyens pour nous assurer que les prisonniers sont bien traités», a répondu inlassablement Gordon O'Connor. Ce dernier maintient qu'il a fait l'erreur de bonne foi.

Mais les partis n'en démordent pas. Jack Layton juge que le ministre est «irresponsable». Gilles Duceppe juge les excuses trop faibles. «Ça ne marche pas. Ou bien il est malhonnête, ou il est incompetent. Deux qualités non requises pour être ministre.»

Le Devoir

## Les Américains délaissent les cyberpharmacies canadiennes

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Autant le coup de foudre avait été fulgurant, autant on sent cette année que les ardeurs se sont passablement estompées entre les Américains et les cyberpharmacies canadiennes. Les données de fin d'année révélées hier par IMS Health Canada montrent en effet que le cybercommerce des médicaments vers les États-Unis s'est réduit de moitié en 2006, marquant ainsi un tournant dans une lune de miel jusqu'alors sans nuages.

Alors qu'en 2005, les ventes de médicaments des cyberpharmacies canadiennes atteignaient la somme de 420 millions de dollars au pays de l'oncle Sam, celles enregistrées en 2006 ont plutôt plafonné à 211 millions de dollars. Il semble que la situation soit attribuable à plusieurs facteurs qui ont fait en sorte que le repli s'est cristallisé cette année, explique Gary Fabian, vice-président aux affaires publiques et aux relations gouvernementales chez IMS Canada.

Le taux de change canadien a bien sûr eu un certain impact, tout comme l'élargissement du régime d'assurance médicaments américain pour protéger les personnes non assurées ou sous-assurées. «La couverture médiatique sur la contrefaçon ou la venue de médicaments étrangers sur le marché américain a aussi pu contribuer à ralentir les ventes», précise Ian Theriault, expert de l'industrie pharmaceutique chez IMS Canada.

Dans l'ensemble, la déconfiture des cyberpharmacies canadiennes a eu peu d'impacts sur l'industrie pharmaceutique du pays. «C'est une petite industrie. Au Québec, c'est même contre la loi, alors l'impact est vraiment minimal quand on compare ces sommes aux milliards de dollars dépensés dans les pharmacies et les hôpitaux», indique M. Fabian.

En 2006, le marché des ordonnances s'est élevé à 17,8 milliards de dollars au Canada, une hausse de 7,9 % par rapport à 2005. Les facteurs contribuant à la croissance de l'an dernier sont principalement les médicaments en oncologie, tels le Herceptin et le Rituxan, ainsi que le regain de popularité des catégories médicamenteuses touchées par des problèmes d'innocuité comme certains inhibiteurs sélectifs du recaptage de la sérotonine, des inhibiteurs sélectifs de la COX-2 et des neuroleptiques.

Après un déclin du nombre d'ordonnances en 2005, le volume d'ordonnances pour les produits de marque a bondi de 1,1 % à 4,3 % en 2006. Il s'agit du meilleur rendement dans l'industrie des médicaments de marque depuis 2003. C'est le Lipitor, un médicament permettant de contrôler le cholestérol, qui trône encore au premier rang des 20 médicaments les plus prescrits. Tous les régulateurs du cholestérol ont d'ailleurs continué leur progression mais restent loin derrière les agents cardiovasculaires, qui figurent au premier rang des ventes par catégories thérapeutiques, devant les agents psychothérapeutiques.

Le Devoir

## Justice: le PLC retire des munitions aux conservateurs

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Fatigués d'être accusés de «molesse» par les conservateurs en matière de lutte contre le crime, les libéraux contre-attaquent aujourd'hui en forçant un vote sur l'adoption accélérée de quatre projets de loi sur le sujet. Et ce, alors que les conservateurs menacent de précipiter des élections sur ces questions.

Les libéraux utiliseront leur journée d'opposition aujourd'hui pour demander à la Chambre d'adopter, sans autre forme de débat, quatre projets de loi modifiant le Code criminel, dont deux auxquels tient beaucoup le gouvernement de Stephen Harper (rehausser l'âge de consentement sexuel et renverser le fardeau de la preuve lors des demandes de remise en liberté pour des crimes commis avec des armes à feu).

«Allez-vous l'appuyer?», a lancé hier la libérale Marlene Jennings sur un ton de défi au ministre de la Justice, Rob Nicholson. Celui-ci n'a pas été en mesure de répondre. Depuis plusieurs semaines, les conser-

vateurs se plaisent à dépeindre les libéraux comme bloquant leurs réformes du droit criminel. Si les conservateurs n'appuient pas la motion libérale, l'argument perdra de sa force.

Tout cela alors que le ministre du Travail, Jean-Pierre Blackburn, a averti que des élections précipitées pourraient quand même avoir lieu, même si le budget fédéral est assuré d'être adopté. «L'opposition n'a pas le droit de penser qu'elle peut systématiquement changer la nature et l'esprit de nos projets de loi», a-t-il déclaré cette semaine au quotidien *The Gazette*. «Alors, à un certain point, il pourrait y avoir une motion de confiance [introduite] par ce gouvernement... N'écartez pas des élections!»

L'occasion leur en sera peut-être bientôt donnée, alors qu'un autre projet de loi non couvert par l'offre libérale, ayant été substantiellement modifié par l'opposition, revient à la Chambre et que les conservateurs tentent de le rétablir à son état original.

Quant au projet de loi rehaussant de 14 à 16 ans l'âge de consentement sexuel, tous les partis l'appuient en principe, mais il suscite de vives inquié-

tudes tant chez les néo-démocrates que chez les bloquistes, qui se demandent s'il ne risque pas de criminaliser beaucoup de jeunes.

«À quel besoin cherche-t-on à répondre avec ce projet de loi? a demandé la députée bloquiste Carole Freeman. Combien de cas de relation exploitante [déjà recensés] ne respectent pas les écarts d'âge prévus dans votre projet de loi? Le député néo-démocrate Joe Comartin a soutenu que jusqu'à 13 % des jeunes de 14 et 15 ans auraient des relations sexuelles avec des personnes d'au moins cinq ans leur aîné, ce qui serait désormais interdit si la loi est adoptée. «Nous parlons peut-être de près de 125 000 jeunes [qu'on criminaliserait]», a déploré M. Comartin.

Le ministre Nicholson a pour sa part cité des statistiques démontrant que le tiers de tous les cas d'abus contre les enfants et les jeunes impliquent des jeunes femmes de 14 à 17 ans, preuve, selon lui, qu'elles doivent être davantage protégées.

Le Devoir

Université d'Ottawa

## Vivre la culture yiddish pour apprendre le yiddish!

Baignez dans la langue et la culture d'un peuple millénaire: le peuple juif.

**Nouveau! Cours intensif de langue et de culture yiddish dans une optique typiquement canadienne.**

**Quand? Du 3 mai au 12 juin 2007, du lundi au vendredi**

Après une matinée en classe, passez un après-midi enrichi d'ateliers, de films et d'excursions. Votre guide: Rebecca Margolis, du Programme d'études juives canadiennes Vered. Apprenez à lire, à écrire, à comprendre et à parler le yiddish en six semaines. Affinez votre appréciation de l'histoire, de la langue, du folklore, de la musique, de la littérature, du cinéma et du théâtre juifs.

**Aucune connaissance préalable n'est requise.** Programme de six crédits pour étudiants et étudiantes de partout au Canada et d'ailleurs. Hébergement disponible pour les personnes de l'extérieur d'Ottawa.



uOttawa

Inscription:

Houria Messadh  
613-562-5800, p. 3231 ou  
hmessadh@uOttawa.ca

Programme d'études juives canadiennes

**VERED**  
Jewish Canadian Studies Program

EN BREF

### Fortier raillé au Sénat

Ottawa — Le ministre fédéral des Travaux publics, Michael Fortier, s'est attiré les railleries de ses collègues du Sénat en déclarant au *Devoir* qu'il rêvait de quitter la Chambre haute où il siège depuis un peu plus d'un an. Dans un entretien avec *Le Devoir*, M. Fortier a dit qu'il trouvait le Sénat plein de «partisanerie», rempli de gens qui sont nommés «parce qu'ils connaissent quelqu'un» et qui «font semblant d'être de grands Canadiens». À la période des questions, le sénateur Roméo Dallaire a demandé au ministre des Travaux publics si ces déclarations faisaient aussi référence aux sénateurs conservateurs. L'ancien général a en outre demandé à M. Fortier ce qui l'avait convaincu «de prostituer ses principes de fond» pour accepter un poste au Sénat, «où les gens ne sont peut-être pas à son niveau de compétence». Le ministre montréalais, qui était pourtant présent en Chambre, n'a pas daigné répondre. — PC

### Demande d'audience

Le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE) exige à son tour une audience du Bureau d'audience publique en environnement (BAPE) sur le projet d'usine de cokéfaction de Petro-Canada à Pointe-aux-Trembles. Le groupe fait ainsi écho à la demande formulée plus tôt cette semaine par l'opposition à l'hôtel de ville de Montréal. La nouvelle usine, qui serait construite au coût de 750 millions, raffinerait des résidus de pétrole pour

en extraire de l'essence et du coke, qui peut ensuite être utilisé d'une manière similaire au charbon. «Ce secteur montréalais est déjà soumis à la présence d'industries pétrochimiques lourdes. Il serait inacceptable qu'un projet qui soulève des questions importantes ne fasse l'objet d'aucune consultation publique», a fait valoir le directeur général du CRE, Robert Perreault. L'organisme environnemental s'interroge notamment au sujet de la quantité d'eau utilisée, de la nature des rejets d'eau usées dans le fleuve, des émissions atmosphériques et de gaz à effet de serre. Le projet n'est pas automatiquement soumis à des audiences du BAPE, mais le ministre a le pouvoir d'en exiger. — Le Devoir

### Les libéraux larguent un député

Ottawa — Le caucus libéral fédéral a perdu un joueur hier, alors que le chef Stéphane Dion a expulsé son député ontarien Joe Comuzzi. Celui-ci comptait ne pas respecter la ligne de parti et voter en faveur du budget conservateur. M. Comuzzi a été brièvement ministre sous Paul Martin. Interrogé à propos de son leadership, M. Dion a adopté un ton catégorique. «Le caucus va voter contre ce mauvais budget et M. Comuzzi ne fait plus partie du caucus.» Les libéraux n'ont donc plus que 100 députés (plus le président de la Chambre), les conservateurs 125, le Bloc québécois 50, le NPD 29. Il y a deux indépendants et deux vacances. — Le Devoir

26 MARS 2007 - 9h30 à 20h

ÉLECTIONS GÉNÉRALES

JE M'EXPRIME, JE VOTE!

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



# Par contre, notre nouveau produit pourrait bien changer la vie de vos enfants.



BIOXO<sup>MC</sup> est une innovation technologique importante pour l'emballage de produits alimentaires qui réduira considérablement l'espace occupé par les déchets de mousse de polystyrène dans les sites d'enfouissement. Alors que la mousse de polystyrène traditionnelle reste intacte durant plus de 300 ans, le BIOXO se dégradera en moins de trois

ans. Une alternative de remplacement des produits d'emballage économiquement viable et respectueuse de l'environnement.

**BIOXO**<sup>TM</sup>  
MOUSSE • OXO-DEGRADABLE • FOAM

La mousse de polystyrène de l'avenir.

  
**Cascades**

[www.cascades.com](http://www.cascades.com)

# ÉDITORIAL

## La raison ou l'émotion?

Malgré la fin de la campagne qui approche, plusieurs sont encore indécis et se demandent s'ils suivront ce que leur dicte la rationalité ou l'émotion. Voter pour une équipe et un programme ou contre un candidat? Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler certains faits susceptibles de ramener la raison aux commandes.

**L**a montée rapide de l'ADQ a surpris. Avant la campagne, le parti de Mario Dumont survivait de peine et de misère, et peu de Québécois s'intéressaient à son programme, encore moins à son équipe.

Ce qui s'est passé depuis s'explique après coup. D'un côté, Jean Charest n'est jamais parvenu à regagner la confiance de l'électorat, qui s'en était éloigné dès la fin de la première année de gouvernement. De l'autre, André Boisclair peine toujours à s'imposer comme chef des forces souverainistes. Or, comme ni l'un ni l'autre n'ont su se démarquer sur le plan des idées et des engagements électoraux alors même que la question nationale était reléguée à l'arrière-plan, ni les fédéralistes ni les souverainistes modérés ne se sentent aujourd'hui liés par leur appartenance à l'une ou l'autre option constitutionnelle.

C'est dans ce contexte particulier et certainement passager que l'ADQ est parvenue à s'imposer aux yeux de certains comme une force de changement en accusant ses adversaires de perpétuer un statu quo défavorable aux jeunes familles, aux travailleurs des régions et à ceux qui se sentent menacés par les transformations rapides de cette société. Fidèles au slogan «Tasse-toé, mon oncle!», les électeurs qui choisissent l'ADQ sont moins touchés par son programme, dont ils n'ont qu'une vague idée, que par la satisfaction de donner une leçon aux «vieux partis», qu'ils traitent de menteurs.

D'ailleurs, on comprend aussi pourquoi certaines propositions de l'ADQ plaisent à une partie de l'électorat. Par exemple, la promesse de verser 5200 \$ par enfant aux familles qui ne profitent pas des CPE. Ce n'est peut-être pas politiquement correct de voir des limites à notre système de garde, mais il y a pourtant iniquité de traitement entre les 200 000 enfants qui profitent de l'aide quotidienne de l'État et les 170 000 autres qui n'ont rien. Et lorsque c'est la voisine qui garde l'enfant, le même État refuse de reconnaître la dépense sous prétexte d'encourager le travail au noir. Une bêtise que les bien-pensants doivent avoir l'humilité de reconnaître et à laquelle M. Dumont apporte un remède qui a le mérite de la simplicité.

Mais par-delà ces facteurs qui alimentent la grogne populaire et le bassin d'admirateurs de Mario Dumont, le programme de ce parti et surtout son cadre financier ne tiennent pas toujours la route. Jamais l'abolition des commissions scolaires ne permettra d'économiser un seul dollar, bien au contraire: ce type de changement radical coûte toujours plus cher qu'il ne rapporte. De la même façon, toutes les expériences prouvent que les programmes d'incitation au travail et de formation pour les assistés sociaux coûtent davantage que les économies réalisées. Et que dire de la réduction de 560 millions de dollars des dépenses publiques alors qu'il est admis qu'il faut renflouer les universités, embaucher des infirmières et des médecins, créer des places dans les centres d'hébergement et rehausser la qualité des soins à domicile? Dans ces domaines et dans bien d'autres, le Québec accuse un retard qu'il est illogique de penser pouvoir rattraper... en comprimant les dépenses.

Le discours de M. Dumont est réducteur, mais il séduit une minorité considérable d'électeurs. Contrairement à ses adversaires, le chef de l'ADQ a appris à toucher son public. En revanche, il faut constater que très peu d'éléments du programme n'ont jamais été expérimentés, surtout pas la «réingénierie» de l'État et les compressions budgétaires. Entre la raison et l'émotion, la première reste la meilleure conseillère.

## Tête de ministre

**O**mbubilé par la campagne électorale en cours et le budget fédéral, le Québec n'a pas porté attention au brouhaha qui sévit aux Communes, où la tête du ministre de la Défense, Gordon O'Connor, est en jeu. Hier, c'était au tour des libéraux de réclamer sa démission, ce qui leur a valu une cinglante réplique du premier ministre Stephen Harper. La partisanerie ne peut toutefois pas occulter l'importance de l'enjeu.

À la mi-décembre 2005 (donc en plein cœur de la campagne électorale fédérale), sous les libéraux, le Canada avait conclu une entente de transfert de prisonniers aux autorités afghanes. Il y est convenu que la Croix-Rouge veille au bon traitement des prisonniers, mais contrairement à ce qu'ont prévu des pays comme la Grande-Bretagne, le Danemark et les Pays-Bas, il n'y est pas précisé qu'elle en fasse rapport au Canada. Dans les faits, les autorités canadiennes ignorent donc ce que deviennent ses prisonniers, une fois ceux-ci rendus dans les prisons afghanes, de très sinistre réputation.

Depuis, on a appris que des Afghans arrêtés par des Canadiens avaient soit disparu, soit été maltraités, mais le ministre conservateur de la Défense jurait que le Canada avait la situation bien en main, vu ses liens avec la Croix-Rouge.

Lundi, alors que le budget monopolisait l'attention, M. O'Connor a finalement présenté ses excuses aux Communes, plaidant l'erreur de bonne foi. Or on a su que dès l'automne dernier, la Croix-Rouge avait dûment expliqué son rôle au ministre.

M. Harper se réfugie derrière le fait qu'il s'agit d'une entente conclue par les libéraux, mais cela n'excuse en rien ni les propos ni la troublante désinvolture de son ministre. Car M. O'Connor brandit maintenant une entente avec la Commission afghane des droits de la personne pour s'assurer du sort des prisonniers. Cette commission n'a pas de budget, ne compte que huit inspecteurs pour visiter 1000 prisonniers gardés dans des régions dangereuses et dit elle-même qu'il sera difficile de respecter le mandat qu'on lui a confié! Qu'importe, le ministre O'Connor s'est rendu en Afghanistan à la mi-mars pour «regarder droit dans les yeux» du président de la Commission afghane des droits de la personne afin de juger s'il était digne de confiance. Sa conclusion: il a rencontré un «très honnête homme». Dont acte.

La philosophie conservatrice de la loi et de l'ordre explique une bonne part de cette molle réaction. Mais l'expérience canadienne fait le reste. L'indifférence gouvernementale envers le sort des prisonniers afghans s'apparente aux égarements dont ont été victimes Maher Arar et trois autres Canadiens, pour lesquels une commission d'enquête s'ouvrait hier à Ottawa. Emprisonnés en Syrie, ils y ont été victimes de tortures, ce qui n'étonnera personne... sauf la diplomatie canadienne, qui refusait d'envisager cette hypothèse!

On peut bien changer le ministre, le Canada a un problème bien plus fondamental: son refus, en temps de crise, de prendre pleinement et partout ses responsabilités d'État démocratique, défenseur des droits de la personne.



Jean-Robert Sansfaçon



## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

## LETTRES

### Un appui au PQ

Cher M. Boisclair,  
Vous connaissez l'intérêt que je porte à la cause et à la pertinence de la souveraineté du Québec. Je crois fermement qu'à l'heure de la mondialisation, le Québec se doit d'être indépendant, unique et novateur.

Je suis particulièrement sensible aux orientations du Parti québécois en matière d'éducation. Durant cette période électorale, votre parti est celui qui, selon moi, déploie le plus d'efforts pour en favoriser la qualité et le développement.

Il me semble de plus en plus évident que l'avantage compétitif du peuple québécois repose avant tout sur les compétences de ses ressources humaines, la connaissance, les idées et le partage des savoirs. En ce sens, l'importance de l'éducation est fondamentale.

Comme ce sont particulièrement les jeunes qui bénéficieront le plus des richesses qui découleront d'un plus grand savoir collectif, j'ose espérer que le 26 mars, ils se sentiront concernés et se prononceront massivement en faveur du Parti québécois.

Je me réjouis, M. Boisclair, de votre engagement et de vos convictions et vous assure de mon appui.

Robert Lepage  
Metteur en scène  
Bruxelles, le 21 mars 2007

### Tabula rasa

Ainsi, M. Dumont propose, avec une nonchalance troublante, d'abolir les commissions scolaires, d'abolir les conseils d'agglomération,

d'abolir le Conseil de la fédération et d'abolir le Fonds des générations. Il propose, de manière indirecte, d'abolir le caractère universel des soins de santé financés collectivement. Il propose, indirectement là aussi, de limiter grandement le caractère universel des garderies à 7 \$ par jour. Fort bien, mais comment M. Dumont fera-t-il, une fois la table bien rase, pour offrir des services publics utilisés par une large majorité de la population et pour assurer les échanges entre les gestionnaires scolaires, municipaux et provinciaux? L'approche d'abolisseur de M. Dumont ne mène nulle part ailleurs que dans un mur. En espérant que les électeurs n'y accompagneront pas M. Dumont en trop grand nombre...

Gilles Letendre  
Montréal, le 19 mars 2007

### Noël au printemps!

Avec trois mois de retard, Stephen Harper a toujours sur le dos son beau costume de Santa Claus et passe aujourd'hui par la cheminée chargée de cadeaux. La question qu'on se pose: qui a vraiment payé ces généreux cadeaux qu'on nous offre avec autant de générosité?

Comme on l'affirme dans certaines publicités, «le déséquilibre fiscal, ça n'a pas de prix». Personne n'est dupe. On sait très bien dans quelles poches le père Noël Harper a trouvé tout cet argent pour nous offrir tous ces beaux cadeaux. Cet argent a été pris dans les surplus accumulés au cours des années avec l'argent (entre autres) pris aux travailleurs (des dizaines de milliards) provenant des surplus de la caisse d'assurance emploi et des cotisations versées en trop par les travailleurs. Santa Claus Harper ou Robin des

Bois Harper? Faut-il vraiment remercier le père Noël pour les beaux cadeaux qu'il nous fait avec l'argent qu'il nous a pris? On appelle ça acheter les électeurs!

Gérard Dubord  
Saint-Bruno, le 19 mars 2007

### La curée

J'examine depuis au moins 40 ans les budgets fédéraux et tout particulièrement ceux du Québec. Il y a toujours trois acteurs: les contribuables, ceux qui se servent de l'argent des contribuables comme si cet argent leur appartenait et, finalement, les bénéficiaires des budgets, qui paient en moyenne, au total, plus de taxes qu'ils ne tirent d'avantages.

Dans son budget, le gouvernement fédéral aurait pu faire disparaître son déséquilibre envers les autres collecteurs d'impôts en accordant des baisses générales d'impôt, tant aux entreprises qu'aux particuliers, permettant au Canada de devenir plus compétitif. Le surplus fédéral s'étant évanoui, le déséquilibre aurait été à la charge des autres collecteurs d'impôts. Nous aurions alors pu savoir, à plus long terme, quelle province aurait été la plus attrayante pour les investissements. Le Québec et le Canada viennent donc de perdre une bonne occasion de faire les ajustements nécessaires. Ils vont plutôt continuer dans les dépenses, au-delà de leurs moyens. Comme Québécois, j'ai honte, car nous allons paraître comme des quéteurs. Comme Canadien, j'ai honte d'un tel gouvernement qui présente un budget en pleine campagne électorale au Québec.

Yvon Dionne  
Saint-Damase-de-L'Islet, le 19 mars 2007

## LIBRE OPINION

## Un leadership fort orienté vers l'avenir

LISE BACON

Ancienne vice-première ministre du Québec et sénatrice

**L**e Québec connaît un succès sans précédent au chapitre de sa vitalité culturelle avec des créateurs au talent indéniable et dont le succès est d'envergure planétaire. On n'a qu'à penser au Cirque du Soleil ou au cinéaste Denis Arcand pour s'en convaincre. Malgré tous les succès que nous connaissons à l'heure actuelle, et ce, dans de multiples domaines, la présente campagne électorale nous laisse tous sur notre appétit. Comment expliquer cela?

Il n'y a pas de formule magique pour exercer du leadership en politique. Mais pour parvenir à mobiliser la population et exercer un leadership efficace, deux ingrédients essentiels doivent être au rendez-vous: un projet de société cohérent, susceptible de générer de l'enthousiasme, et aussi — c'est très important — un leader capable d'incarner avec conviction et passion le projet d'avenir qui lui est cher.

Présentement, le Québec cherche la meilleure voie pour assurer son avenir. Les chefs des grands partis politiques ont l'avantage d'avoir l'expérience de la vie publique. Néanmoins, les Québécois sont toujours divisés sur la nature de leur prochain gouvernement, et ce, à quelques jours du scrutin. Tout semble encore possible.

Pour diriger, il faut certes tenir compte des besoins des gens qu'on aspire à représenter en formant leur gouvernement. Les sondages influencent de manière permanente la façon dont les décideurs orientent leurs choix, même s'ils sont récalcitrants à le reconnaître publiquement. Ainsi, on parle de santé et d'éducation, car cela touche le quotidien de beaucoup de gens. Les sondages confirment cela. On parle de soutien aux régions — oui, c'est important —, mais cela représente aussi des votes en grand nombre dans des comtés qui font la différence entre l'opposition et le pouvoir.

Le Québec, avec ses créateurs audacieux qui

connaissent un succès mondial, recèle un potentiel incroyable non seulement au chapitre du dynamisme culturel mais aussi en recherche et développement, dans le secteur aérospatial, dans l'industrie pharmaceutique, etc. Nous devons être fiers de nos réalisations passées et faire preuve d'ambition pour relever avec succès les défis posés par l'avenir. Il importe aussi de faire les bons choix quant au style de gouvernement que nous souhaitons pour nous guider.

Le Québec n'est pas facile à gouverner. Les réflexes corporatifs sont puissants et les groupes de pression influents. Mais certaines réformes sont parfois nécessaires, par exemple le maigre dégel des droits de scolarité à l'université proposé par l'actuel parti gouvernemental. Pour changer les choses, il importe de sortir de la zone de confort dans laquelle nous sommes si nous voulons vaincre la résistance au changement qui constitue souvent notre premier réflexe.

La crise identitaire permanente que connaît le Québec de l'après-Révolution tranquille divise les forces génératrices de progrès économique et social en deux camps opposés. Cela monopolise aussi le débat politique, comme l'a prouvé une bonne partie de la campagne. Bien que notre statut minoritaire en Amérique du Nord nous invite à continuer à lutter pour exister, nous sommes incapables de nous entendre sur les moyens d'y parvenir.

Récemment, nous avons pu constater que le fédéralisme canadien peut avoir différents visages et qu'il demeure un arbre vivant capable d'évoluer. Les astres ne sont tout simplement pas alignés pour une nouvelle «consultation populaire» sur l'avenir constitutionnel du Québec en ce moment. Or c'est la pièce maîtresse du programme du Parti québécois d'André Boisclair. Mauvais timing...

L'Action démocratique du Québec demeure le parti d'un seul homme qui, bien qu'énergique et dévoué à son travail, ne pourra vraisemblablement pas occuper à lui tout seul tous les postes ministériels en l'absence d'une équipe plus soli-

de et plus expérimentée. Et en l'absence d'un plan d'avenir plus convaincant sur le plan financier, nous courons un risque trop peu calculé en lui accordant notre appui dès maintenant.

Jean Charest et son équipe ont déjà fait leurs preuves. Ils peuvent mener le Québec à bon port. Ils sollicitent l'occasion de compléter un travail remarquable dont on néglige parfois de vanter les mérites. Nous laissons trop souvent l'arbre cacher la forêt quand il s'agit d'évaluer les réalisations et l'action de l'équipe dont Jean Charest est à la tête.

Pour bien saisir l'importance de l'action du gouvernement dirigé par M. Charest, il importe d'analyser la situation à travers le prisme des intérêts actuels et futurs du Québec. Le gouvernement de Jean Charest a bien géré les finances du Québec et la question du déséquilibre fiscal. Il a présidé à des accords d'importance historique pour le Québec, entre autres, avec le gouvernement de Paul Martin, une entente asymétrique sur la santé puis, avec celui de Stephen Harper, une entente permettant la représentation du Québec à l'UNESCO.

De plus, la nation québécoise a été reconnue par le Parlement fédéral à Ottawa. La portée symbolique de ce geste est considérable. Bref, le leadership indéniable de M. Charest au sein de la fédération de même que sa volonté de tout mettre en œuvre pour que l'union canadienne fonctionne débouchent sur des résultats concrets dont les répercussions vont bien au-delà du court terme.

De tous les chefs en présence, Jean Charest est celui qui incarne le mieux les qualités de leadership qu'il importe de déployer dans l'action gouvernementale. Il a un projet d'avenir qui consiste à renforcer la place du Québec à l'intérieur de la fédération canadienne. Il est celui qui se présente devant la population avec des résultats tangibles en poche et une équipe expérimentée, aguerrie et diversifiée pour préparer l'avenir. Et cela doit compter à l'heure des choix.

## IDÉES



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS



Norman Spector

## À la poursuite de la vérité

Il se peut que ce soit parce que j'habite en Colombie-Britannique, où le fait qu'un député menace d'en poursuivre un autre est presque devenu chose courante. Ici, je vous le jure, même des premiers ministres ont menacé de recourir aux tribunaux dans un passé pas si lointain. Ou peut-être est-ce tout simplement parce que j'ai pris l'habitude de voir des députés se lancer des défis à l'extérieur de la Chambre des communes, là où ils ne jouissent pas de l'immunité parlementaire et peuvent donc être poursuivis en diffamation, comme vous et moi. Toujours est-il que je suis mystifié de voir qu'aucune poursuite n'a encore été engagée depuis que le premier ministre Stephen Harper a cité des passages du texte du *Vancouver Sun* sur le beau-père d'un député libéral de Toronto, Navdeep Bains.

Je dois reconnaître que la plupart des poursuites judiciaires sont prudentes sur la côte Ouest. Même lorsque les parties décident d'aller de l'avant, elles règlent très souvent l'affaire entre elles. Mais dans le cas du rapport rendu public par la journaliste Kim Bolan, il ne s'agit pas d'une question insignifiante mais d'allégations qui ont enragé le caucus libéral et dominé les manchettes pendant une semaine. On n'avait jamais vu un premier ministre du Canada se faire huer au point de ne pas pouvoir répondre à la question qu'on lui avait posée. Une poursuite judiciaire aurait certainement pu être intentée contre la journaliste et son quotidien, de même que contre la personne qui, au bureau du premier ministre, a distribué le texte à Ottawa alors que M. Harper réussissait tant bien que mal à lire trois ou quatre mots de l'article controversé.

D'ailleurs, ce n'est pas comme si les poursuites en diffamation étaient inconnues des libéraux fédéraux. Par exemple, nous avons récemment appris que Stéphane Dion a poursuivi Gilles Duceppe pour 400 000 \$ en alléguant que le Bloc québécois l'avait diffamé en l'impliquant directement dans le scandale des commandes lors de la campagne électorale de 2006. Cependant, pour ce qui est de l'affaire qui a fait tant de brouhaha à Ottawa, je n'ai vu que quelques entrevues télévisées données par le député Navdeep Bains et lu sa lettre au *Calgary Herald* dans laquelle il exigeait que M. Harper «se rétracte et présente ses excuses».

Une autre chose me plonge dans la perplexité. Plutôt que de poursuivre le premier ministre ou la journaliste, les libéraux ont choisi de contester l'intégrité de Mme Bolan en laissant entendre que la GRC avait laissé fuir l'information avec le dessein de noircir la réputation d'un de leurs députés. Leur réaction avait été tout à fait différente il y a quelques années quand quelqu'un avait fait la même chose pour entacher la réputation de Maher Arar. Dans ce cas, les libéraux s'étaient précipités à la défense de la journaliste Juliet O'Neill du *Ottawa Citizen*, et l'ancien premier ministre Paul Martin avait même décidé d'ouvrir une enquête judiciaire après avoir été contacté par une chroniqueuse du *Toronto Star*. Quant à Mme Bolan, elle a dû se défendre elle-même sur Internet, où elle a nié avoir reçu des renseignements de la GRC. Ce faisant, on en a su beaucoup plus qu'on en sait aujourd'hui à propos de l'affaire Arar, en dépit d'une enquête qui aura coûté plus de 20 millions.

Au début, M. Arar n'avait critiqué ni le quotidien ni Mme O'Neill, sans doute après avoir calculé qu'il aurait besoin de l'appui des médias pour obtenir la compensation du gouvernement fédéral en raison des tortures qu'il a subies en Syrie. Cependant, une fois que le premier ministre a annoncé le versement de plusieurs millions de dollars en guise de compensation, ses avocats et lui sont tout à coup devenus plus critiques de l'utilisation des sources anonymes par les journalistes, ce qui a accru les pressions sur Mme O'Neill pour qu'elle divulgue l'identité de sa source.

Je crois qu'une poursuite judiciaire contre Mme O'Neill et ses employeurs serait la seule manière de découvrir qui a essayé d'entacher la réputation de M. Arar en laissant fuir des informations. C'est exactement l'approche qu'a adoptée le scientifique américain Wen Ho Lee, il y a quelques années, après qu'il eut été accusé dans plusieurs médias d'avoir espionné pour le compte de la Chine. Cinq journalistes avaient été cités à comparaître par les tribunaux, et ils auraient été forcés de divulguer leurs sources si leurs employeurs n'avaient pas réglé l'affaire en privé pour 750 000 \$. Pour ce qui est de M. Arar, il n'y a aucune raison pour qu'il n'aille pas jusqu'au bout après avoir reçu plus de dix millions en compensation du gouvernement fédéral.

Selon moi, M. Arar aurait raison d'exiger que ceux qui l'ont diffamé soient punis. Mais je vois peut-être les choses de cette façon parce que j'ai été baigné par la culture politique de la Colombie-Britannique où, par ailleurs, M. Arar habite lui aussi aujourd'hui.

Norman Spector est chroniqueur politique au *Globe and Mail*.

nspector@globeandmail.ca

## Écrivez-nous!

Le *Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## ADQ: la politique familiale aidera-t-elle toutes les familles?

SOPHIE MATHIEU

Doctorante en sociologie à l'Université Carleton

Dans sa déclaration d'ouverture lors du débat des chefs du 13 mars dernier, Mario Dumont affirmait placer la famille au centre des préoccupations de son parti. L'ADQ présente une politique familiale qui vise à «redonner aux parents la liberté de choix», principalement en offrant aux familles qui le désirent la possibilité de recevoir une allocation hebdomadaire de 100 \$ non imposable pour chaque enfant d'âge préscolaire qui ne fréquente pas une garderie subventionnée par l'État. Autrement dit, l'ADQ propose un salaire pour le parent qui désire s'occuper de son enfant à temps plein.

Un tel engagement risque d'avoir des conséquences sérieuses en ce qui a trait aux inégalités entre les hommes et les femmes, sujet dont on parle assez peu dans la campagne électorale actuelle.

## Faux choix

Premièrement, on est en droit de se demander à qui une telle politique s'adresse. Même si, théoriquement, les pères auraient le droit de se retirer du marché du travail pour profiter de cette allocation, personne ne devrait douter que cette politique s'adresse davantage aux mères.

L'idée d'offrir une compensation aux familles qui souhaitent garder leur enfant à la maison n'est pas mauvaise en soi. Si l'intention peut sembler louable, le problème réside principalement dans le montant offert ainsi que dans la rupture complète du lien des femmes avec le marché du travail. A 100 \$ par semaine, on est loin de valoriser et de rétribuer le travail de soins à sa juste valeur, pas plus qu'on offre à une majorité de familles un véritable choix entre les garderies subventionnées et les soins à la maison.

En ce moment, le régime québécois d'assurance parentale permet aux nouvelles mères de demeurer au foyer jusqu'à 50 semaines (18 semaines de congé

de maternité et 32 semaines de congé parental) pour s'occuper de leur enfant en conservant leur emploi et en percevant des prestations atteignant jusqu'à 75 % de leur salaire. La politique présentée par Mario Dumont prévoit donc que les mères qui le veulent pourront demeurer à la maison sans aucun attachement au marché du travail de la deuxième à la sixième année de vie de leur enfant.

Les femmes des classes moyenne et supérieure qui ont investi temps et argent dans leurs études et dans leur carrière seront-elles prêtes à passer plus d'une année à la maison en échange d'un revenu annuel inférieur au salaire minimum?

Si un salaire annuel de 5200 \$ semble très peu alléchant pour ces femmes, celles ayant une situation d'emploi précaire pourraient y trouver plus facilement leur compte. Or, en se retirant complètement du marché pour une période allant jusqu'à cinq ans, ces femmes risquent de fragiliser davantage leur lien au marché de l'emploi et, parallèlement, leur indépendance financière.

Avec un des taux de rupture d'union parmi les plus élevés au monde et sachant que les mères monoparentales courent un plus grand risque d'entraîner leurs enfants dans une situation de pauvreté que les ménages avec deux adultes, la perspective d'un retrait prolongé des femmes dont la situation est la plus précaire sur le marché du travail n'a rien de rassurant en matière d'égalité hommes-femmes.

Finalement, en raison de la maigre somme offerte, une telle politique n'est pas accessible aux mères monoparentales, les plus sujettes à une conciliation difficile entre le travail et les responsabilités familiales.

## Des acquis menacés

Un autre volet de la politique familiale de l'ADQ est celle du «bébé bonus» de 5000 \$ lors de la naissance ou de l'adoption d'un troisième enfant et pour les suivants. Cette initiative vise à accroître les taux de fécondité.

Certes, comme beaucoup de sociétés développées, le Québec fait face à un grave problème de dénatalité. Comment inciter les familles à concevoir le nombre d'enfants qu'elles aimeraient avoir sans risquer d'accroître les inégalités de genre? L'exemple des pays de

l'Europe du Sud est très éloquent à cet égard.

La Grèce, l'Italie et l'Espagne affichent actuellement les plus bas taux de fécondité parmi les sociétés industrialisées, et ce, en dépit du fait que les femmes soient très peu présentes sur le marché du travail. Plusieurs chercheurs ont démontré que les pays dans lesquels les institutions étatiques ne sont pas adaptées à la conciliation entre le travail rémunéré et les tâches de soins voient leur taux de fécondité baisser de façon très significative.

En d'autres termes, quand les femmes conçoivent qu'elles n'obtiendront pas le soutien nécessaire qui leur permettrait de travailler sur le marché tout en fondant une famille, elles privilégient la première option. Ainsi apparaît une tendance dans les sociétés avancées qui semblait tout à fait impensable il y a deux décennies: les pays qui affichent les plus hauts taux de fécondité sont ceux où les taux de participation des femmes au marché du travail sont les plus élevés, principalement grâce aux politiques familiales (à l'exception des États-Unis).

Que peut-on tirer de l'exemple de ces pays? Que les femmes n'auront pas davantage d'enfants si elles sentent qu'elles risquent de compromettre leurs acquis en matière d'égalité de genre, en particulier sur le marché du travail.

La solution au problème de la dénatalité passe en grande partie par un renforcement des politiques qui permettront aux femmes d'avoir les enfants qu'elles souhaitent en poursuivant leurs ambitions de carrière. À cet égard, il est particulièrement inquiétant de constater l'absence dans le programme électoral de l'ADQ du besoin d'augmenter le nombre de places dans les services de garde. À cela s'ajoute la nécessité d'une souplesse des heures d'ouverture des CPE pour permettre aux parents qui font des quarts de travail d'utiliser ces services.

Plus que tout, la solution à l'équilibre fragile entre fécondité et égalité passe par la recherche de solutions à la conciliation travail-famille qui comprennent les deux parents. L'idée n'est pas nouvelle et trouve désormais écho dans l'initiative des congés de paternité instaurés en janvier 2006. Il nous reste à trouver d'autres solutions qui ne risquent pas d'entraver les acquis des femmes en matière d'égalité de genre.

## Candidates dans des circonscriptions perdues d'avance?

MANON TREMBLAY

École d'études politiques de l'Université d'Ottawa

Chaque rendez-vous électoral est l'occasion de constater, comme si besoin était, que les femmes restent largement sous-représentées au sein des institutions politiques québécoises. Au moment de sa dissolution, en février 2007, l'Assemblée nationale comptait 39 femmes, soit 31 % de la députation. Quelque 110 femmes briguent les suffrages sous les bannières adéquate, libérale et péquiste en 2007, soit le même nombre qu'en 2003. Toutefois, deux partis — l'ADQ et le PQ — présentent moins de candidatures féminines qu'en 2003, alors que le PLQ a augmenté le nombre de ses candidates d'environ 25 % (de 35 en 2003 à 44 en 2007).

Cette stagnation du nombre de candidates amène la question suivante: les partis exercent-ils de la discrimination envers les femmes? Les résultats de plusieurs recherches et beaucoup de témoignages de femmes politiques le laissent croire.

Les partis ont à leur disposition plusieurs moyens pour désavantager les femmes qui aspirent à se faire élire en politique, dont l'un consiste à les cantonner dans des circonscriptions dites perdues d'avance. Pourtant, un examen des affrontements entre candidatures libérales et péquistes survenus dans chacun des comtés entre 1976 et 2003 ne permet pas de soutenir que les femmes ont été candidates dans de telles circonscriptions.

Pour arriver à cette conclusion, j'ai examiné les résultats obtenus par les candidates et les candidats du PLQ et du PQ lors des sept élections générales entre 1976 et 2003. Au cours de cette période, il y a eu 317 candidatures portées par des femmes (une femme a

pu être candidate à plusieurs reprises) et 1344 par des hommes. De manière générale, le taux de succès des femmes est de 45 %, et celui des hommes, de 51 %.

## Le défi de la première candidature

Les taux de succès varient toutefois selon la nature de la candidature. Ainsi, 84 % des députées sortantes ont été réélues, contre 75 % des députés sortants; 59 % des candidates qui se sont présentées dans une circonscription libérée par le retrait de la vie politique d'un député de leur parti ont connu la victoire, contre 54 % des candidats dans la même situation. Par contre, seulement 17 % des candidates qui ont affronté le député sortant ont été élues, contre 27 % des candidats connaissant cette conjoncture.

Bref, il semble que les femmes qui cherchent à décrocher un premier mandat de représentation à l'Assemblée nationale en ayant le dessus sur le député sortant connaissent des conditions électorales moins heureuses que leurs compagnons dans la même situation et que les autres candidates.

La croissance de la féminisation de l'Assemblée nationale passe donc par le maintien des acquis, certes, mais aussi par la venue de nouvelles figures. Les femmes qui n'ont jamais été élues maximisent leurs chances de l'être en se présentant dans une circonscription libérée par le député sortant et dont elles héritent de l'étiquette partisane (ci-après appelées «candidatures héritières»).

## Les candidates héritières

Pourtant, ces candidatures héritières ne présentent pas un potentiel égal de victoire; celui-ci est modulé par plusieurs facteurs, dont la marge de victoire au scrutin précédent. Par rapport à cet aspect, un sous-groupe de candidates héritières a effectivement été

désavantagé au cours des sept élections étudiées: celles qui ont perdu l'élection se sont présentées dans des circonscriptions que leur parti avait remporté au scrutin précédent avec une marge de victoire moyenne de 7 % (contre 15 % pour les héritiers défaits).

Par contre, rien de tel du côté des candidatures héritières gagnantes: les femmes se sont présentées dans des circonscriptions que leur parti avait remportées au scrutin précédent par une marge moyenne de 22 % (contre 25 % pour les hommes). De toutes mes analyses, les candidatures héritières défaites forment le seul groupe pour lequel l'écart entre les sexes est significatif sur le plan statistique.

Que tirer de tout cela? Essentiellement, qu'il n'est pas possible de soutenir que les partis cantonnent les femmes dans des circonscriptions perdues d'avance. Certes, il y en a, comme il y a aussi des hommes dans de telles circonscriptions.

Par contre, compte tenu du fait que les candidatures héritières sont celles qui offrent les meilleures chances de remporter un premier mandat, et ce, sans oublier la sous-représentation fort regrettable des femmes à l'Assemblée nationale, les partis devraient réserver en priorité ces circonscriptions prometteuses aux femmes.

Aux élections de 2007, le PLQ et le PQ ont adopté des positions divergentes: des huit circonscriptions laissées vacantes par la retraite d'un député libéral, la moitié a été confiée à des femmes, alors qu'aucune candidate péquiste n'a hérité d'une des sept circonscriptions libérées par le départ d'un député de ce parti... La défaite de Pauline Marois à la course au leadership péquiste avait déjà laissé croire que le PQ est peut-être moins ouvert aux femmes qu'il le prétend. La conclusion de ses circonscriptions prometteuses aux candidates aspirant à un premier mandat tend maintenant à confirmer cela.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (communiqué Internet); Isabelle Paré (santé), Louise-Madeleine Rioux Soney (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (cartes postales); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cabaret Culture); Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reay (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Putrissac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétariat à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communiqué); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Ropelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétariat). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematits, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## HARPER

SUITE DE LA PAGE 1

nécessaire d'avoir un gouvernement fédéraliste à Québec [et] un gouvernement qui respecte les champs de compétence des provinces, ici à Ottawa.»

Quelques questions plus loin, le premier ministre a semblé nuancer ses propos en avançant que «ce gouvernement est prêt à rencontrer le nouveau gouvernement — qui, je l'espère, sera fédéraliste — pour contrôler le pouvoir fédéral de dépenses». Mais tout de suite après, à la sortie des Communales, son lieutenant québécois Lawrence Cannon a été dépêché auprès des journalistes et a confirmé la première impression.

Quand on lui a demandé si la promesse électorale de limiter le pouvoir de dépenser était conditionnelle à la couleur du prochain gouvernement québécois, M. Cannon a eu cette réponse: «C'est ce que j'ai compris, et on verra le soir des élections ce qui en est, mais

ça prend des fédéralistes pour réformer le fédéralisme.»

La réaction de Gilles Duceppe n'a pas tardé, le chef bloquiste reprochant au leader conservateur d'avoir «déraillé». «Ça pas de sens! Je ne comprends pas de telles remarques de M. Harper. Il est chef de gouvernement, là, premier ministre! Et il devrait regarder le passé. Le dernier à avoir négocié des points d'impôt, c'est René Lévesque avec Pierre Elliott Trudeau. S'il y en a deux qui avaient des idées quelque peu divergentes, c'est bien ces deux-là. Or, pourtant, ils ont fait passer l'intérêt des deux nations avant leur intérêt partisan.»

L'issue des élections québécoises est loin d'être prévisible. Le dernier sondage panquébécois plaçait les trois principaux partis à égalité statistique, laissant entrevoir l'élection d'un gouvernement minoritaire. Certains analystes pensent même que si l'ADQ de Mario Dumont réussit «trop» bien, il pourrait nuire à Jean Charest au point de laisser filer André Boisclair.

Stephen Harper a pourtant poussé la note encore un brin en affirmant qu'avec son budget de lundi, qui accorde des sommes supplémentaires aux provinces, il a réglé le dilemme constitutionnel au cœur de la politique québécoise depuis 30 ans. «Le problème du Bloc québécois, c'est que ce n'est pas une question de déséquilibre fiscal, c'est une question de séparation. Nous avons réglé le dossier de la séparation. Les Québécois ne veulent pas que le Québec soit séparé du reste du Canada.»

Par ailleurs, M. Harper n'en était pas à une déclaration controversée près à la Chambre hier. Interrogé à propos du traitement réservé aux prisonniers afghans arrêtés par le Canada, il a reproché aux libéraux de se montrer plus «passionnés» à propos du sort des talibans que de celui des soldats canadiens (voir autre texte en page A 6).

Le Devoir

## URGENCES

«On ne cesse de dire qu'il faut dépenser plus, mais dès qu'on en a l'occasion, on ne le fait pas»

SUITE DE LA PAGE 1

pour leur demander de présenter un nouveau plan d'action capable de contrer le phénomène une fois pour toutes. «Imagine-t-on un avion volant avec 60 passagers en trop, un autobus scolaire bondé acceptant 30 élèves supplémentaires ou un ascenseur tentant de faire monter le triple de la charge prévue? C'est pourtant ce qu'on tolère tous les jours dans nos urgences», a fait valoir le D<sup>r</sup> Bernard Mathieu.

Selon le chef du département de médecine d'urgence de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, les succès dont se vantent les libéraux n'existent tout simplement pas. «Passer d'un taux d'occupation de 130 à 125 %, ce n'est pas un succès, on est encore très loin des 80 % qu'on doit viser.» D'autant que les maigres améliorations enregistrées au fil des ans ont une tendance à s'effriter au cours des derniers mois. La situation serait devenue à ce point «alarmante» qu'elle devra faire l'objet d'une «obligation de résultats» à brève échéance, estime la TCUM, qui regroupe et représente les chefs médicaux de l'ensemble des urgences de Montréal et de Laval.

Contrairement à la croyance populaire, la TCUM calcule que la congestion que connaissent les établissements ne peut s'expliquer ni par les éclosions ponctuelles de problèmes infectieux ni par une pénurie de main-d'œuvre médicale. Certes, les éclosions de grippe ou de gastro-entérites peuvent faire fluctuer légèrement les chiffres, mais le problème se situe ailleurs, estime la TCUM. Selon elle, si les urgences débordent, c'est d'abord à cause d'un «manque critique d'accessibilité des lits d'hospitalisation».

A ses yeux, le Québec gagnerait donc à se doter d'un plan qui ferait en sorte que les lits de soins aigus ne seraient plus occupés par des patients en attente d'autres ressources du réseau, et ce, de façon permanente. Pour cela, il faudrait que les établissements puissent monitorer les patients en attente de soins de longue durée ou de convalescence. Ce monitoring devrait aussi prendre en compte les délais d'admission, et ce, à la grandeur de la province et en temps réel.

Toutes ces avenues ont fait leurs preuves, fait valoir le D<sup>r</sup> Mathieu, qui cite le cas de l'Ontario. Cette province a en effet réussi à réduire sensiblement ses taux d'occupation en instaurant un monitoring plus serré. Les chefs de parti devront toutefois être prêts à y mettre le coût. A cet égard, la décision des libéraux d'affecter les 700 millions dégagés par la correction du déséquilibre fiscal à une réduction d'impôts peut être considérée comme une occasion ratée pour la santé, croit le D<sup>r</sup> Mathieu. «On ne cesse de dire qu'il faut dépenser plus, mais dès qu'on en a l'occasion, on ne le fait pas.»

Les chiffres présentés hier par le D<sup>r</sup> Mathieu concordent avec ceux de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, qui compile quotidiennement le nombre de patients sur civière dans les salles d'urgence de l'île de Montréal. Là-bas, on estime que le taux d'occupation oscille normalement entre 120 et 140 % depuis plusieurs semaines. Hier, le taux d'occupation des salles d'urgence montréalaises atteignait les 138 %, soit un peu moins que la veille, alors que le taux d'occupation était plutôt de 149 %.

L'Agence, on invite toutefois le public à faire preuve de prudence dans l'interprétation de ces données. Le taux d'occupation seul ne permet pas de voir si un hôpital est efficace: il faut aussi tenir compte du nombre de personnes présentes aux urgences depuis plus de 48 heures, de même que du nombre de personnes de plus de 75 ans qui y sont admises. Les dernières données montrent cependant que plusieurs établissements comptent des patients sur civière depuis plus de 48 heures. Mardi, seul un établissement n'en comptait pas, le centre hospitalier de Lachine, où les ambulances ne sont plus acceptées depuis plusieurs mois déjà, faute de personnel.

Le Devoir

## CHAREST

Le chef libéral cherche une fois de plus à arnaquer les Québécois, dit Landry

SUITE DE LA PAGE 1

et de soutien à la famille». La motion avait été adoptée à l'unanimité.

Dans son discours, M. Charest avait alors souligné que «l'objectif, pour nous, est très clair, puis il y en a un seul, c'est d'améliorer les services que nous allons et que nous voulons livrer aux citoyens du Québec». L'utilisation des fonds provenant du programme de péréquation afin de promettre une baisse d'impôt n'a jamais été mentionnée, ni à ce moment-là ni au cours du mandat du gouvernement libéral.

M. Charest a aussi soutenu qu'il n'avait pas attendu l'argent d'Ottawa pour réinvestir dans les services publics, et ce, malgré le déséquilibre fiscal. Il a ajouté que le gouvernement du Québec avait toute latitude de faire ce qu'il voulait avec la marge de manœuvre de 700 millions de dollars. En 2002, il disait déjà que «le pire scénario, ce serait un scénario où le gouvernement fédéral, à distance, essaie[r]ait de téléguider les décisions du gouvernement du Québec ou d'un autre gouvernement».

Hier, il a rappelé que ce sont «nos domaines de compétence à nous». «Ce n'est pas au gouvernement fédéral de venir dire comment faire dans nos domaines de compétence. On a fait en sorte que l'argent qui va à la santé aille à la santé. J'ai assumé mes responsabilités», a-t-il déclaré.

Mais voilà, si les services publics sont de qualité, pourquoi réclamer plus d'argent?, lui a demandé le journaliste de La Presse lors d'une conférence de presse tenue dans le froid de ce premier jour de printemps. M. Charest a refusé de répondre puisque, selon les règles édictées par son équipe, chaque journaliste qui suit la caravane libérale ne peut poser que deux questions. Le Devoir, à qui c'était le tour, a alors demandé à M. Charest de répondre à cette même question.

«On maintient les services de qualité depuis 2003. On a réinvesti en santé, on a réinvesti en éducation et on veut également réduire le fardeau fiscal de la classe moyenne québécoise pour qu'on puisse générer autant de croissance économique que possible», a répondu Jean Charest.

Mais pourquoi les Québécois le croiraient-ils? En 2003, l'aspirant premier ministre Jean Charest promettait des baisses d'impôt qui ne se sont pas entièrement concrétisées (1,4 milliard en quatre ans plutôt qu'un milliard par année). Le chef libéral estime que «les gens savent pour quelles raisons on n'a pas atteint notre objectif aussi rapidement qu'on aurait voulu», se référant ainsi à l'héritage du gouvernement du Parti québécois.

Quand Le Devoir a voulu savoir si le vent adouces inquiétait le chef libéral, une certaine grogne s'exprimant probablement derrière les résultats du sondage CROP publié hier par Le Soleil, le microphone a été coupé net. Le silence s'est ensuite installé, les journalistes attendant que M. Charest se décide à répondre. Le chef libéral était déjà prêt à couper court à l'exercice quotidien d'affrontement avec les journalistes, mais l'avalanche de questions a repris.

Ces moments de tension sont de moins en moins rares dans la caravane libérale. La veille, M. Charest avait systématiquement refusé de répondre aux questions qu'avait suscitées son annonce de réduction des impôts.

Cet engagement a été pourfendu hier par son ancien adversaire péquiste, Bernard Landry, qui estime que Jean Charest cherche une fois de plus à arnaquer les Québécois avec «une approche démagogique». «Et c'est pour ça que sa crédibilité est à l'image de sa campagne: d'une médiocrité exemplaire», a tranché M. Landry.

Quelques heures plus tard, Jean Charest a pris la parole devant les convives de la Chambre de commerce de Québec, demandant d'avoir une équipe forte pour poursuivre le travail amorcé. «La capitale nationale a besoin d'être représentée», a-t-il souligné.

M. Charest a également profité de cette tribune pour s'attaquer à son adversaire adouces, qui semble profiter d'appuis croissants dans la région de Québec. Derrière la volonté de l'ADQ de réduire la croissance des dépenses gouvernementales de 1 % se cache, selon lui, des compressions de 230 millions en santé et de 120 millions en éducation.

En après-midi, le chef libéral a fait un arrêt dans la circonscription de Montmorency, question de stimuler les troupes libérales. Il a ensuite participé à un rassemblement de militants à Donnacona, dans la circonscription de Portneuf. À la sortie, talonné par les journalistes, il a prêté un gouvernement libéral majoritaire.

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille  
Le Devoir

## MACOUTES

SUITE DE LA PAGE 1

embauchent des assistés sociaux. «Décrochée de la réalité», cette opération n'est tout simplement «pas faisable», a lancé M. Boisclair en insistant sur le fait qu'il a déjà été ministre en ces matières.

Si M. Dumont veut atteindre cet objectif, a affirmé M. Boisclair, il devra prendre des mesures radicales. «C'est pas vrai qu'on va retourner aux travaux forcés! Qu'est-ce qu'il veut, M. Dumont? Qu'il nous le dise clairement! Quel genre de mesures il va mettre pour sortir les gens de l'aide sociale, quelles sont les coupures qu'il va [faire]? Quel genre de techniques il va utiliser? [...] On a déjà connu les Boubou macoutes. Est-ce que ce sera dorénavant les Dumont macoutes qu'il veut établir au Québec?» («Boubou macoutes» est une expression forgée par l'opposition péquiste au milieu des années 80 en référence à la police politique haïtienne, les Tonton macoutes.)

Tous ces projets «imprécis», estime M. Boisclair, montrent que Mario Dumont «vit sur une autre planète, elle s'appelle peut-être la planète de l'Action démocratique du Québec, mais dans ce monde-là, il y en a uniquement pour les plus riches. Et les plus pauvres, ils sont mis de côté». Pire encore, selon le chef péquiste, «dans ce monde-là, on voudrait forcer les gens à sortir de l'aide sociale à [coups de] 25 000 par année, ben cette planète-là, il n'y a pas grand Québécois qui ont le goût d'y habiter», a-t-il soutenu.

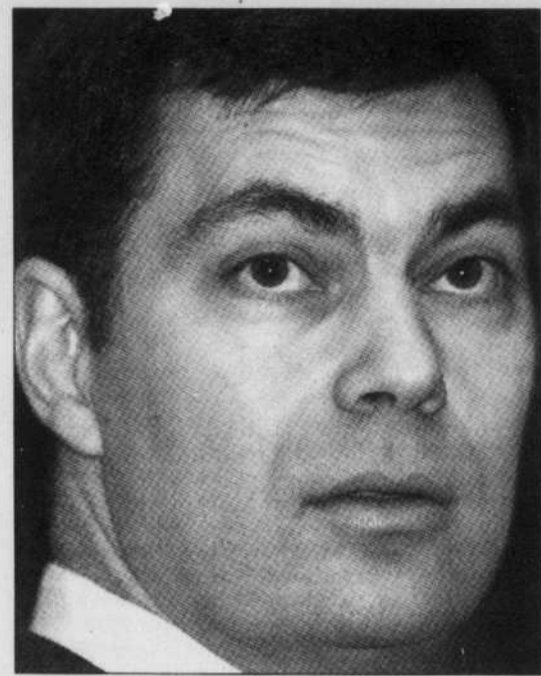
C'est lors de la divulgation de son cadre financier, mardi, que le chef adouces a révélé son ambition de retourner au boulot d'ici neuf mois 25 000 assistés sociaux jugés «aptes au travail», ce qui conduirait à une économie de 300 millions. En quatre ans, le nombre d'assistés sociaux a baissé de 50 000, soit une moyenne annuelle de 12 500 personnes, croissance économique oblige. L'ADQ a expliqué que l'objectif consiste au fond à doubler la cadence.

Mais André Boisclair est sceptique. Selon lui, on ne peut pas tenir pour acquis que l'économie québécoise pourra toujours absorber 50 000 travailleurs supplémentaires chaque année. M. Boisclair se dit «heureux de voir du monde qui retrouve de l'emploi», mais en cas de «ralentissement économique», par exemple, plusieurs pourraient devoir retourner à l'aide sociale. Déjà, le chef péquiste souligne que le taux de croissance du Québec, à 1,7 %, n'est pas très «glorieux». «On est une des dernières provinces au Canada en termes de croissance de l'économie», a-t-il déploré hier, rendant le chef libéral Jean Charest en partie responsable de cette situation.

Dumont se défend

Mario Dumont s'est défendu de vouloir déclencher une chasse aux assistés sociaux ou encore d'avoir l'intention de créer des brigades pour traquer les bénéficiaires aptes au travail. Lors d'un point de presse à Trois-Rivières hier après-midi, le chef adouces a aussi rejeté l'idée d'imposer des mesures coercitives pour forcer le retour au travail d'assistés sociaux. «On n'est pas dans ces idées-là. On pense qu'il y a des gens qui sont spécialisés, des gens pour qui c'est le métier de remettre des gens au travail. On va aller chercher de ce côté-là les meilleures mesures, incluant celles qui poussent un peu dans le dos des gens si c'est nécessaire.»

Afin de remettre 25 000 assistés sociaux au travail et d'ainsi faire une économie de 175 millions, l'ADQ s'engage à investir 20 millions de plus dans les organismes communautaires qui s'occupent de la réinsertion des personnes sans emploi. Mario Dumont a indiqué qu'il n'avait aucune intention de faire des compressions à Emploi-Québec, au contraire. Il veut toutefois que cet organisme gouvernemental soit



Mario Dumont

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

géré conjointement par les partenaires du monde syndical et du patronat. Cette déclaration avait pour but de nuancer les propos de son bras droit, Gilles Taillon, candidat dans Chauveau.

Mario Dumont a maintenu hier un certain flou au sujet de la période nécessaire pour réduire de 25 000 le nombre d'assistés sociaux. Si on se fie au cadre financier adouces, cet objectif doit être atteint d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2008 si, d'aventure, l'ADQ devait prendre le pouvoir. «Le maximum de ces objectifs doivent être remplis avant et vont continuer à se remplir aussi à l'intérieur de l'année 2008», a-t-il dit.

Néolibéralisme

Les attaques d'André Boisclair faisaient partie hier d'une charge du chef péquiste contre «le néolibéralisme» qui, selon lui, pourrait produire un «Québec cassé en deux». Cette idéologie, «Harper, Dumont et Charest» en seraient les grands prêtres et voudraient que tout soit redéfini au Québec selon «les règles du marché». «Ce sont des gens qui ont abandonné les régions. Pourquoi? Parce qu'eux autres, c'est des apôtres du néolibéralisme. Ils pensent que le marché est capable de s'occuper de tout.»

Par ailleurs, M. Boisclair a dit qu'il passait en «cinquième vitesse» après le «blitz» des derniers jours. Dans tous ses discours, il dit à ses militants qu'il va «couper sur les heures de sommeil» jusqu'au jour des élections et qu'il va mettre les «bouchées doubles». Il les invite à faire de même. Dans Groulx, hier matin, il a déclaré ceci: «Aujourd'hui, on a une autre journée de fous. Et là, demain, ça part vraiment en cinquième vitesse. On va faire quelque chose comme sept ou huit comtés, j'en oublie le chiffre exact. Mais on part et on donne la claque dans les prochains jours. Le 26 mars, on aura mérité la confiance des gens parce qu'on aura travaillé fort.» Il s'est envolé pour Saguenay hier soir. Aujourd'hui, il sera en Abitibi mais dormira à Montréal ce soir.

Le Devoir

Avec la collaboration de Robert Dutrisc

## Dumont cible les comtés jugés prenables

JOCELYNE RICHER

Trois-Rivières — Poussé par un vent de changement qui ne semble pas vouloir se calmer, Mario Dumont entreprend au cours des prochains jours son sprint de fin de campagne en se rendant, tout confiant, dans des circonscriptions qu'il n'aurait même pas rêvé prendre il y a quelques semaines à peine.

Or les sondages, le porte-à-porte et le «pointage» convergent pour indiquer que l'Action démocratique (ADQ) pourrait faire plusieurs percées, le 26 mars, ailleurs que là où on l'attendait, c'est-à-dire les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches.

Par exemple, désormais, au quartier général de l'ADQ, on estime qu'au moins trois circonscriptions de la Mauricie (Maskinongé, Champlain et Saint-Maurice) sont devenues des cibles tout à fait prenables.

Dans le cas de Trois-Rivières, où l'ADQ présente l'un de ses candidats-vedettes, Sébastien Proulx, la lutte s'annonce serrée avec le député libéral sortant André Gabias, mais on ne s'avoue pas vaincu, loin de là.

Ce n'est pas un hasard si le chef de l'ADQ, Mario Dumont, s'est montré le nez à Trois-Rivières hier pour rencontrer le maire, Yves Lé-

vesque, qui était présent à son point de presse.

Il est de notoriété publique que le maire Lévesque et le député Gabias sont comme chien et chat. «Il s'agit que je sois pour un projet pour que lui soit contre», résume le maire, sans détour. Il n'est donc pas étonnant d'apprendre que ce dernier a mis sa machine au service de Sébastien Proulx pour battre les libéraux.

Dans Laurentides-Lanaudivière, l'ADQ croit que ses chances sont bonnes dans L'Assomption, Mirabel et Berthier, une circonscription que Marie Grégoire avait brièvement représentée en 2002-03.

En Estrie, où l'ADQ n'a jamais fait merveille, on tient désormais pour acquis que la libérale Shefford tombera dans l'équipe adouces.

Sur la rive sud de Québec et Chaudière-Appalaches, l'ADQ prévoit faire des ravages dans plusieurs circonscriptions, Montmagny-L'Islet, Belle-Chasse, Lévis, Beauce-Sud, et conserver Beauce-Nord, Lotbinière et Chutes-de-la-Chaudière. Et la formation n'a pas encore renoncé à Frontenac.

En Montérégie, on a fixé deux cibles accueillantes: la libérale Huntingdon et la péquiste Saint-Hyacinthe. On croit aussi que les augures sont bons dans Arthabaska, une circonscription des Bois-Francs réputée barométrique.

Dans le Bas-Saint-Laurent, à part bien sûr la forteresse du chef, Rivière-du-Loup, qu'on croit maintenir solidement en place, le parti lorgne maintenant du côté de la voisine, Kamouraska-Témiscouata, défendue par le ministre du Développement durable, Claude Béchard. Matane serait aussi tentée par le virage adouces.

À Québec, plusieurs coups de sonde annoncent un possible balayage adouces. Seuls Taschereau, Louis-Hébert et Jean-Talon, forteresse libérale ou le ministre de la Santé cherche à se faire élire, donneraient encore un peu de fil à retordre, dit-on.

Hier, un sondage CROP-Le Soleil donnait 40 % d'intentions de vote à l'ADQ, contre 26 % au PQ et 24 % au PLQ, dans les 12 circonscriptions de la région de la capitale. Le sondage a été mené entre le 15 et le 18 mars, auprès de 501 personnes, avec une marge d'erreur de 4 %, 19 fois sur 20.

Aujourd'hui, le chef de l'ADQ prononce une allocution devant la Chambre de commerce de Québec, puis fera route vers Joliette. Au cours des prochains jours, il se rendra également en Estrie, en Beauce, dans le Bas-Saint-Laurent, sans compter un grand rassemblement à Laval demain soir.

Presse canadienne

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390